

TENDANCES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS PARTENAIRES

2007

*Rapport établi par
Development Economics Advisory Service (DEAS)*

Novembre 2007

TENDANCES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS PARTENAIRES 2007

TENDANCES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS PARTENAIRES 2007

Table des matières

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS	1
PREMIÈRE PARTIE	2
APERÇU DES TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES ET DES PROBLÈMES STRUCTURELS DANS LES PAYS PARTENAIRES	3
1 Introduction	3
2 Aperçu général	3
3 Les pays de la FEMIP	6
4 Afrique subsaharienne	8
5 Économies caribéennes	10
6 Amérique latine	11
7 Asie	13
DEUXIÈME PARTIE	16
OPTIONS POUR L'AIDE EN AFRIQUE	17
1 Introduction	18
2 L'Afrique est à la traîne	18
3 Géographie physique et humaine	19
4 Interrogations concernant l'aide et critique du programme de réforme	23
5 Nouvelles options pour la politique d'aide	24
6 Résumé et conclusions	27

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Le rapport annuel 2007 sur la situation économique des pays partenaires, établi par le Service de conseil pour les questions économiques de développement (SCED), présente une vue d'ensemble de l'évolution économique enregistrée pendant l'année écoulée dans les pays couverts par trois des mandats de la BEI à l'extérieur de l'Union européenne – pays partenaires méditerranéens (PPM), pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) plus l'Afrique du Sud, et Amérique latine et Asie (ALA) – soit un total de 123 pays, représentant les trois quarts environ de la population mondiale et quelque 40 % du produit intérieur brut de la planète.

Le rapport est composé de deux parties. La première comprend un examen de l'évolution constatée en 2006 sur le plan de l'économie mondiale et de la situation économique dans chacune des grandes régions précitées. Tirée par la croissance soutenue des marchés émergents et des économies en développement, l'économie mondiale a crû au rythme de 5,4 %, selon les estimations – une progression qui excède la croissance tendancielle pour la quatrième année consécutive et constitue l'un des meilleurs résultats des 20 dernières années. Les performances de croissance de l'Afrique subsaharienne offrent un autre motif de satisfaction. Profitant de la vigueur de la demande pour leurs produits, les économies de la région ont enregistré une expansion de 5,7 %, qui confirme l'élan imprimé à leur croissance ces dernières années. L'activité économique de la Chine et de l'Inde a été particulièrement soutenue. Stimulé par la croissance vigoureuse des exportations, l'excédent de la balance courante de la Chine a continué d'augmenter, de même que ses réserves de change qui ont franchi la barre des 1 000 milliards de dollars. La volatilité des prix du pétrole a été un autre fait marquant de 2006. Après avoir nourri, vers le milieu de l'année, des anticipations inflationnistes et des turbulences sur les marchés financiers, les pressions exercées par les prix pétroliers se sont atténuées au cours du second semestre, rassurant les marchés quant aux chances de persistance de la croissance économique. La situation du marché du logement a également suscité quelques inquiétudes, motivées notamment par la multiplication, aux États-Unis, des défauts de paiement sur les marchés hypothécaires à risque vers la fin de 2006. Les perspectives pour 2007 et 2008 restent néanmoins globalement positives, en dépit de quelques incertitudes quant à la vigueur de la croissance économique aux États-Unis, d'un risque de surchauffe en Chine et en Inde et des menaces que font peser sur la stabilité financière mondiale les volumes de liquidités élevés qui se sont accumulés ces dernières années sous l'effet de conditions financières relativement favorables. En outre, les risques géostratégiques liés à la situation au Proche-Orient et les inquiétudes dues au terrorisme continuent de jeter une ombre sur la stabilité de l'économie mondiale.

La deuxième partie du rapport examine les différentes options envisageables en matière d'aide à l'Afrique. Les performances médiocres enregistrées par les pays d'Afrique subsaharienne dans les années 80 et 90 ont suscité un vaste débat sur l'aide et la réforme. Les programmes de réforme préconisés par les principaux organismes d'aide ont été critiqués pour leur manque de spécificité : ils s'appuyaient en effet sur une approche universelle qui ciblait simultanément tous les obstacles à la croissance et n'établissait aucune distinction entre les pays. Ces critiques ont conduit à l'élaboration de nouvelles approches analytiques visant à adapter les réformes aux besoins spécifiques des pays récipiendaires et à s'attaquer plus directement aux obstacles à la croissance. Pour illustrer ce type d'approche, on peut répartir les pays africains en trois catégories : pays sans littoral, pays riches en ressources et pays côtiers pauvres en ressources. Les obstacles à la croissance sont différents dans les trois groupes et, partant, exigent des politiques de réforme et des stratégies d'aide différentes. Par exemple, dans les pays sans littoral, la contrainte dominante est probablement le manque de possibilités d'investissements, qui justifie un recentrage de l'aide sur la mise en place d'infrastructures matérielles et sur le capital humain. Dans les pays riches en ressources, les principaux obstacles à la croissance résident probablement dans l'inadéquation des institutions, ce qui donne à penser que le soutien au renforcement institutionnel est peut-être la stratégie d'aide la plus pertinente, dès lors qu'elle peut s'appuyer sur un engagement fort de la part des récipiendaires. Cette section examine en détail ces différentes options. Elle passe également en revue d'autres options qui revêtent un caractère plus conjectural à ce stade, telles qu'une augmentation significative de l'aide en faveur des pays où elle profiterait le plus à la croissance économique, ou un élargissement de l'accès préférentiel des pays africains aux marchés de l'OCDE, qui compenserait les économies d'agglomération accumulées par les pays d'Asie.

Le présent rapport a été établi par une équipe d'économistes du SCED – Simona Bovha-Padilla, Pedro de Lima, Geoffrey Frewer et Sabina Pogorolec – sous la direction de Daniel Ottolenghi, économiste en chef pour le développement, et Bernard Ziller, conseiller économique principal. Bruno Marzin a assuré la gestion des bases de données et Sanja Steffgen la mise en page. Le rapport a été rédigé sur la base des informations qui étaient disponibles au 31 mai 2007.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU DES TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES ET DES PROBLÈMES STRUCTURELS DANS LES PAYS PARTENAIRES

1 Introduction

Cette section analyse les tendances récentes dans les pays partenaires et les situe dans le contexte de l'évolution de l'économie mondiale. Elle examine également un certain nombre de facteurs qui ont exercé une influence décisive sur l'évolution des différentes régions, notamment les prix des produits de base (pétroliers et non pétroliers), et évalue les perspectives de croissance à court et moyen terme.

2 Aperçu général

Tirée par la croissance soutenue des marchés émergents et des économies en développement, l'économie mondiale a crû à un rythme estimé à 5,4 % en 2006, une progression qui excède la croissance tendancielle pour la quatrième année consécutive et constitue l'un des meilleurs résultats des 20 dernières années. Si la Chine et l'Inde restent les économies vedettes, ces deux pays affichant une croissance du PIB de l'ordre de 10 % qui représente au total 14 % de la croissance du PIB mondial, bon nombre des autres pays partenaires ont fait preuve d'un dynamisme presque aussi impressionnant. C'est particulièrement le cas des économies d'Afrique subsaharienne, dont l'expansion de 5,7 % confirme l'élan de croissance des années précédentes. En fait, malgré la persistance de quelques points noirs dans la région, la croissance y est largement répartie et surclasse systématiquement la croissance économique mondiale depuis le début de la décennie, un retournement de tendance bienvenu après les contre-performances des années 80 et 90 (graphique 1).

Sur le plan économique, 2006 a été marquée par la volatilité des cours pétroliers. Ceux-ci ont rapidement augmenté pendant le premier semestre pour atteindre un pic au début du mois d'août, certains contrats à terme se négociant alors à plus de 80 USD le baril (graphique 2). Cette flambée a attisé la crainte de voir les tensions inflationnistes s'aggraver et compliquer les décisions de politique monétaire, notamment dans les pays avancés. Dans la zone euro, grâce au regain d'activité enregistré par l'Allemagne, la croissance a presque doublé en 2006 pour atteindre 2,6 % ; cette accélération de l'activité économique a renforcé les arguments en faveur d'un resserrement de la politique monétaire. En 2006, la BCE a relevé cinq fois son taux directeur, lequel a terminé l'année à 3,5 %, en progression de 125 points de base en un an. Aux États-Unis, sur fond d'essoufflement du mouvement d'expansion économique amorcé en 2002 et de détérioration sensible de la situation du marché du logement, l'évolution des cours pétroliers est venue remettre en question les prévisions annonçant la fin du cycle de resserrement monétaire. Cela étant, les marchés pétroliers se sont considérablement détendus après la trêve estivale, ce qui a contribué à modérer les anticipations inflationnistes. Aussi, après avoir relevé les taux d'intérêt de 25 points de base à trois reprises au cours du premier semestre de 2006, la Réserve fédérale a maintenu le taux cible des fonds fédéraux à 5,25 %. Cette décision a contribué à soutenir les dépenses de consommation dans l'économie américaine, laquelle a progressé à un rythme respectable de 3,3 % en 2006, malgré le ralentissement généralisé des investissements résidentiels et de ceux des entreprises.

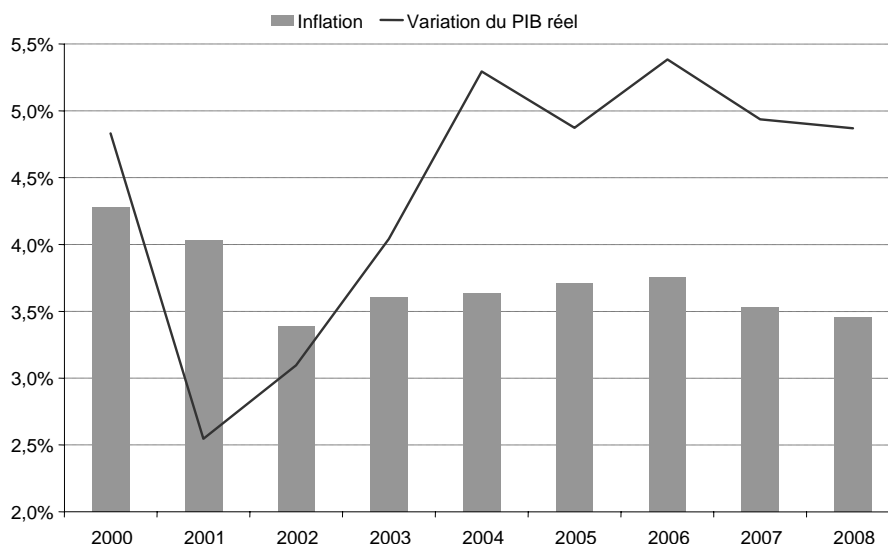
Les anticipations inflationnistes s'étant calmées dans la plupart des pays avancés ainsi que sur les principaux marchés émergents au quatrième trimestre de 2006, les marchés financiers du monde entier se sont rapidement remis de l'épisode d'instabilité du milieu de l'année. Ces derniers mois en particulier, les cours des actions ont atteint des niveaux records sur plusieurs places boursières, tant dans les pays avancés que sur les marchés émergents. Cette hausse s'explique par la bonne tenue des paramètres économiques fondamentaux, tels que les bénéfices des entreprises, ainsi que par les conditions monétaires, qui restent relativement conciliantes malgré le resserrement de la politique monétaire. Les indicateurs de marché, tels que les taux d'intérêt à long terme des principales économies mondiales ou l'écart de taux entre les obligations des marchés émergents et les titres du Trésor américains, restent proches de leurs plus bas niveaux historiques. Pour ces raisons, la croissance du crédit est restée vigoureuse, notamment en Inde où elle a frôlé les 30 %.

À l'échelle mondiale, le dynamisme de l'activité économique s'est accompagné d'une forte expansion des échanges commerciaux et des flux d'investissements étrangers directs. Les exportations de marchandises ont progressé de 15 % en termes réels, tandis que la croissance est estimée à 15 % pour les services commerciaux. Les exportateurs de produits de base – notamment les pays producteurs de pétrole – ont été les principaux bénéficiaires de l'essor des échanges de marchandises. Au niveau des pays, cependant, c'est la Chine qui peut se prévaloir de la progression la plus spectaculaire en 2006, avec une augmentation de ses exportations de marchandises d'environ 27 %. Ce résultat a contribué à rehausser la part des pays en

développement dans les exportations mondiales de marchandises, qui a atteint le record historique de 36 % en 2006. L'augmentation des flux d'échanges s'est accompagnée d'une hausse des mouvements de capitaux. D'après les estimations de la CNUCED, les investissements étrangers directs (IED), en progression de 34 % par rapport à 2005, se sont élevés à 1 200 milliards d'USD en 2006, soit le deuxième score jamais enregistré. Les économies développées sont celles qui attirent les flux d'IED les plus importants, la palme revenant aux États-Unis (177,3 milliards d'USD). Parmi les pays en développement, les producteurs de pétrole – notamment en Afrique – ont été les destinataires privilégiés des investissements directs. À l'autre extrémité, les pays à faible revenu pauvres en ressources naturelles continuent de recevoir peu d'IED.

Quoi qu'il en soit, cette expansion rapide des échanges mondiaux n'a pas contribué à réduire de manière significative les déséquilibres tenaces des balances courantes. C'est particulièrement vrai dans le cas de la Chine, qui peut aujourd'hui se targuer de dégager un excédent courant équivalent à 9,1 % du PIB, contre 7,2 % en 2005. À l'opposé, le déficit courant des États-Unis s'est légèrement creusé pour atteindre 6,6 % du PIB, malgré le ralentissement de la croissance nord-américaine. Cela étant, la dépréciation persistante du dollar américain – qui a perdu 4 % de sa valeur en termes effectifs réels, en partie à cause de l'anticipation d'un resserrement de l'écart de taux d'intérêt avec la zone euro – a jusqu'à présent favorisé une correction en douceur de la balance des opérations courantes. En termes effectifs réels, l'euro s'est apprécié de 4 % en 2006, ce qui n'a pas empêché l'économie de la zone – en particulier l'économie allemande – d'obtenir d'excellents résultats à l'exportation.

Graphique 1 : L'économie mondiale



Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, avril 2007

L'une des tendances les plus marquées de ces dernières années parmi les pays en développement et émergents réside dans la forte augmentation des réserves de change détenues par les banques centrales. Pour la seule année 2006, les estimations font état d'une hausse de plus de 700 milliards d'USD des réserves accumulées, 70 % de cette progression correspondant à des actifs libellés en dollars. Conséquence logique de son statut "d'usine du monde" et de sa capacité à attirer les capitaux étrangers, la Chine a vu ses réserves de change franchir la barre des 1 000 milliards d'USD en 2006 – soit une hausse de plus de 200 % en moins de quatre ans. De nombreux autres pays ont connu une progression de leurs réserves tout aussi remarquable, quoique moins médiatisée – notamment ceux qui ont profité de l'évolution des prix des produits de base ou bénéficié d'initiatives d'allègement de dette. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, les réserves ont plus que doublé au cours des quatre dernières années, pour atteindre 47 milliards d'USD selon les estimations. De même, les réserves des pays exportateurs de produits énergétiques, qui ont augmenté de 42 % en 2005 et de 36 % en 2006, s'élevaient à 890 milliards d'USD à la fin de 2006.

S'agissant des perspectives à court et moyen terme, les prévisionnistes s'accordent généralement à penser que l'économie mondiale progressera à un rythme plus lent en 2007 et 2008 qu'en 2006. Le taux vers lequel convergent les prévisions – légèrement moins de 5 % – est toutefois nettement supérieur à la moyenne de 3,6 % enregistrée ces vingt-cinq dernières années. S'il est probable que la Chine et l'Inde resteront les

principaux moteurs de la croissance mondiale, leur expansion devrait se poursuivre à une cadence plus modérée que ces dernières années. On s'attend en effet à ce que ces deux pays durcissent leur politique économique intérieure en réponse à la surchauffe de leur économie, mais aussi au tassement de la demande dans les trois principales zones économiques de la planète. Aux États-Unis, la croissance économique devrait être en deçà du potentiel durant la majeure partie de 2007 et peut-être au-delà, le temps que la situation du marché du logement se normalise et que d'autres secteurs de l'économie, notamment l'industrie automobile, subissent un certain nombre d'ajustements structurels. Dans les pays de la zone euro également, la croissance devrait fléchir en 2007 et 2008, sous l'effet de la poursuite du resserrement de la politique monétaire. Parmi les trois zones économiques, le Japon est la seule pour laquelle on table sur une croissance analogue à celle de 2006. Pour les marchés émergents et les pays en développement autres que la Chine et l'Inde, les perspectives sont globalement favorables. Cette fois encore, les pays exportateurs de produits de base devraient tirer les performances d'ensemble, profitant d'une demande vigoureuse et de prix relatifs élevés – une évolution à laquelle les marchés émergents (asiatiques) contribuent eux-mêmes largement.

La conjonction de plusieurs facteurs politiques et économiques donne à penser que, tout bien pesé, un certain nombre de risques pourraient compromettre ces perspectives économiques plutôt rassurantes. Les risques géostratégiques qui découlent de la situation au Proche-Orient et la crainte du terrorisme continuent de faire planer une ombre sur la stabilité de l'économie mondiale. Cette situation pourrait entraîner des répercussions économiques en provoquant une réaction des cours pétroliers, et elle est susceptible de raviver les tensions inflationnistes. En fait, même en l'absence de chocs externes majeurs, les marchés pétroliers restent quelque peu tendus en raison de la faiblesse des capacités de réserve. Cependant, à en juger par les contrats à terme sur le pétrole, il est hautement improbable que le prix du baril franchisse le seuil psychologique des cent dollars dans un avenir proche.

Graphique 2 : Prix du pétrole*



*Prix du pétrole brut au comptant : moyenne Brent, Dubai et WTI, en dollars É.-U. par baril.
Source : FMI

Sur le plan économique, plusieurs prévisionnistes estiment qu'il existe une probabilité non négligeable pour que la correction du marché du logement en cours aux États-Unis soit plus marquée que prévu. Il s'agirait d'une répétition de ce qui s'est produit en début d'année sur d'autres segments à haut risque du marché – à savoir, de fortes hausses des taux de défaillance et de défaut de paiement. Cette éventualité aurait vraisemblablement un impact sur l'ensemble de l'économie, entraînant une récession aux États-Unis et un fléchissement généralisé de la croissance économique mondiale – notamment en Chine et dans d'autres économies asiatiques fortement tributaires des États-Unis pour écouler leurs exportations. Un autre facteur de risque étroitement lié à l'économie américaine réside dans le déficit substantiel de la balance courante du pays, auquel fait écho la forte accumulation de réserves chez ses principaux créanciers. Comme cela a été indiqué plus haut, la dépréciation graduelle du dollar des États-Unis en termes effectifs réels a favorisé une correction en douceur de ces déséquilibres, notamment grâce à l'accélération des exportations nord-américaines. Cela étant, jusqu'à présent, l'essentiel de l'ajustement monétaire s'est effectué par rapport aux devises européennes, et les monnaies de quelques-uns des principaux bénéficiaires de l'évolution de la conjoncture économique – notamment la Chine et les pays producteurs de pétrole du Proche-Orient – se sont en fait légèrement dépréciées en termes effectifs réels, ce qui contribue à perpétuer les déséquilibres.

En définitive, le déficit de la balance courante américaine reste largement inchangé. Comme l'indique la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, l'économie américaine n'a eu aucune difficulté à attirer des flux de capitaux pour financer son déficit. Cependant, la nature de ces flux s'est modifiée : dans un premier temps, les instruments de dette ont progressivement pris le pas sur les apports de fonds propres, d'où une réduction du risque économique, mais depuis peu, les titres du Trésor américain cèdent la place aux obligations d'entreprise et autres formes de dette – ce qui accroît l'exposition au risque.

Un autre ensemble de facteurs de risque provient directement des marchés émergents. On évoque fréquemment la possibilité d'une surchauffe des économies chinoise et indienne. Ainsi, l'une des trois principales sociétés d'analyse financière affirmait récemment que l'économie indienne présentait « les symptômes classiques d'une économie en surchauffe ». La vive expansion du crédit au secteur privé observée depuis quelques années dans les grandes économies émergentes d'Amérique latine est une autre source de préoccupation. En 2006, le crédit y a connu une expansion de 32 % – tirée essentiellement par le crédit aux ménages – le record étant détenu par le Venezuela avec une croissance de 68 %. Cependant, même si ces chiffres font apparaître un risque de vulnérabilité accru, les secteurs financiers de la région semblent disposer d'une marge suffisante pour surmonter d'éventuelles corrections.

Le dernier groupe de facteurs de risque est lié aux volumes de liquidités considérables qui se sont accumulés dans les secteurs financiers du monde entier en réponse aux politiques monétaires conciliantes adoptées depuis 2001¹. L'importance de ces liquidités a conduit à un phénomène de « course au rendement » à l'échelle mondiale en contribuant aux bons résultats des marchés d'actifs, au maintien de taux sans risque à long terme faibles et à la modicité des marges de crédit (tant pour les emprunts d'État que pour les crédits aux entreprises). Toutefois, elle a également provoqué certaines tensions sur les marchés financiers, dont la plus manifeste est peut-être, comme cela a déjà été indiqué, la bulle des prix des logements apparue dans plusieurs pays en développement. Par ailleurs, l'abondance de liquidités a favorisé le développement massif du portage (*“carry trade”*) (pratique consistant à emprunter dans des devises assorties de taux d'intérêt faibles, telles que le yen ou le franc suisse, pour investir dans des devises offrant des taux plus élevés comme le dollar australien ou néo-zélandais) et stimulé les activités de rachat avec effet de levier, dans lesquelles les fonds spéculatifs font appel à l'emprunt pour financer des opérations de prise de participations. Si la remarquable expansion des instruments dérivés observée depuis deux décennies permet de penser qu'une fraction significative de ces flux bénéficiera d'un minimum de protection, les transactions concernées, de par leur simple ampleur, pourraient avoir un effet déstabilisateur si les volumes de liquidités venaient à s'assécher rapidement à la suite d'un revirement des investisseurs. Cela étant, force est de constater que les paramètres fondamentaux de l'économie mondiale s'avèrent plutôt robustes, ce qui pourrait justifier la vitalité dont font preuve les marchés financiers depuis quelques temps.

3 Les pays de la FEMIP

Après plusieurs années d'expansion extrêmement satisfaisante, liée en grande partie à la vigueur exceptionnelle des marchés pétroliers internationaux, les perspectives de croissance économique de la région sont solides. La croissance régionale s'est établie à 5 % de moyenne en 2005 et 2006 et devrait atteindre 4,8 % en 2007 (tableau 1). Les pays exportateurs de pétrole continueront de profiter du niveau record des cours pétroliers, mais, comme par le passé, les gouvernements seront tentés de profiter de l'abondance des recettes pétrolières pour accroître les dépenses et les investissements publics. Les investissements privés dans le secteur non pétrolier se raffermiront également, les banques commerciales continuant à chercher à placer les liquidités croissantes issues du pétrole.

L'afflux de liquidités généré par la manne pétrolière ces deux dernières années a contribué à exacerber les tensions inflationnistes dans la région, même si la hausse des prix à la consommation n'a dans l'ensemble pas passé la barre des 10 % en 2006, sauf en Syrie. Le gonflement des dépenses publiques a stimulé la consommation et la demande intérieure. Le recul du dollar des États-Unis face à l'euro et au yen a également accentué les tensions inflationnistes, en particulier dans les pays dont la monnaie est indexée sur le dollar. En 2007, ces tensions devraient être partiellement compensées par la baisse prévisible des prix hors produits de base. Par ailleurs, les subventions pétrolières généralisées, y compris dans les pays non exportateurs de pétrole, devraient contribuer à contenir ces tensions, de sorte qu'en 2007 l'inflation moyenne devrait se maintenir aux alentours de 6 % dans la région, comme en 2006.

¹ Un indicateur simple de cette tendance réside dans le fait qu'au cours des cinq dernières années, la croissance de la masse monétaire (mesurée au sens étroit par M1) a dépassé la croissance du PIB nominal de 17,6 % aux États-Unis, 32,0 % dans la zone euro et 42,6 % au Japon.

La situation des comptes extérieurs des PPM est solide, en particulier pour les pays exportateurs de pétrole. Toutefois, la hausse soutenue des importations de marchandises (liée à l'essor des dépenses publiques et de la consommation privée) grèvera les balances courantes en 2007. Les perspectives des pays pauvres en ressources de la région sont moins favorables mais demeurent correctes, à quelques exceptions préoccupantes telles que la Jordanie et le Liban.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques pour les pays de la FEMIP

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance courante (en % du PIB)				Solde budgétaire (en % du PIB)			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Maghreb^a	5,1	4,1	4,4	4,4	2,9	1,5	3,0	4,1	7,1	11,9	14,4	8,6	1,8	4,7	5,8	3,8
Mashrek^b et Turquie	7,6	6,4	5,4	5,1	7,8	7,8	8,4	8,6	-3,4	-4,7	-6,1	-5,7	-6,5	-4,8	-3,8	-5,1

^a Algérie, Maroc, Tunisie

^b Égypte, Jordanie, Liban, Syrie

Source : FMI

Les pays de la région, en particulier les pays exportateurs de pétrole, ont maintenu leurs soldes budgétaires à des niveaux viables. Après avoir atteint des montants sans précédent en 2006, les recettes publiques ne devraient décliner que légèrement en 2007, les cours pétroliers ne montrant aucun signe de décrue. Bien que l'on prévoie des dépenses élevées, les soldes budgétaires des pays producteurs de pétrole de la région ne devraient pas subir de fortes pressions à la baisse. Pour les économies non productrices de pétrole, en revanche, la situation des finances publiques sera plus difficile, notamment en raison du niveau des dépenses ordinaires, qui restera élevé.

L'un des axes essentiels de la transition économique des PPM a trait à la mise en place d'un environnement concurrentiel favorisant l'activité des entreprises et affranchi de réglementations excessives. En 2006, plusieurs économies ont accompli de nouveaux progrès en matière d'amélioration de l'environnement des affaires. Sur ce plan, le Maroc se classe en tête du palmarès : les autorités ont réduit les coûts de création d'entreprise, de mise en conformité avec les réglementations fiscales et de transfert de propriété, allégé les charges fiscales, amélioré l'accès au crédit et réduit le coût des exportations et des importations, autant de mesures qui ont favorisé la création d'emplois – un enjeu crucial pour l'ensemble de la région. L'Égypte a poursuivi ses réformes, mais à un rythme plus lent. Les principales mesures ont porté sur la simplification des formalités de création d'entreprise et d'administration fiscale. En 2006, tous les PPM à l'exception du Liban et de la Cisjordanie et Gaza ont mis en œuvre au moins une réforme. Outre le Maroc, d'autres pays de la région ont fait preuve d'une volonté réformatrice qui mérite d'être signalée. Israël, qui a autorisé une agence de renseignements commerciaux privée à démarrer ses activités, est aujourd'hui classé parmi les 10 premiers pays au monde selon l'indice de divulgation d'informations sur le crédit, ce qui facilite l'accès au crédit. L'Algérie a donné instruction aux banques et établissements financiers signaler les crédits et prêts impayés à la centrale publique des incidents de paiement, ce qui a eu pour effet d'accroître le volume d'informations disponibles sur les emprunteurs potentiels. La Syrie a modernisé son système d'administration douanière et abaissé de 40 % les coûts d'enregistrement des nouvelles entreprises. La Tunisie, pour mieux protéger les investisseurs, a donné aux actionnaires la possibilité d'accéder à la comptabilité des entreprises, a renforcé la responsabilité des commissaires aux comptes et a interdit aux entreprises d'accorder des prêts à des associés.

Malgré les progrès accomplis par les économies des PPM, des obstacles significatifs continuent d'entraver l'activité des entreprises dans la région, les plus manifestes étant la multiplication des autorisations requises et l'inefficacité des tribunaux. Par conséquent, la poursuite de l'amélioration des politiques et des pratiques des PPM en matière de réglementation de l'activité des entreprises devrait faciliter l'émergence d'un secteur privé productif et concurrentiel à même de jouer un rôle moteur dans le développement économique et la création d'emplois.

À l'échelle de la région, les perspectives de croissance à long terme sont subordonnées à la mise en œuvre d'une palette étendue de réformes structurelles. Une grande partie des progrès récemment accomplis concerne la politique commerciale et s'inscrit plus particulièrement dans le contexte de la multiplication récente des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Depuis 2000, les PPM ont considérablement réduit les obstacles aux échanges. Tous ont diminué leurs tarifs et démantelé leurs barrières non tarifaires vis-à-vis du principal partenaire commercial de la région, l'Union européenne, dans le cadre des Accords

d'association de l'UE. La Turquie a officiellement entamé ses négociations d'adhésion avec l'UE en octobre 2005. D'autres accords bilatéraux et régionaux – par exemple, les accords de libre-échange signés par les États-Unis avec la Jordanie et le Maroc ainsi que l'Accord d'Agadir conclu entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie – ont également facilité le processus de libéralisation des échanges dans la région. Cependant, à court et moyen terme, ces accords ne devraient produire qu'un impact limité sur les circuits commerciaux existants. En outre, bien que les PPM aient accompli des progrès substantiels au cours des cinq dernières années en matière de réforme tarifaire, il reste beaucoup à faire sur le plan de la libéralisation des échanges. Cette région demeure l'une des plus protectionnistes au monde. De fait, elle se situe au 45^{ème} centile inférieur de la distribution des pays selon le degré d'ouverture commerciale, ne devant que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud.

Malgré l'évolution favorable récente de la situation macroéconomique dans les pays de la FEMIP, la région reste confrontée à deux défis de taille : un chômage élevé et une productivité faible. Pour relever le défi de la création d'emplois, il faudra conduire des réformes structurelles de grande ampleur visant à améliorer le climat de l'investissement et à favoriser l'intégration aux flux d'échanges mondiaux. Dans les faits, les pays qui se sont dotés de marchés plus ouverts et propices à l'investissement et qui ont allégé les contraintes majorant le coût de l'activité ont réussi à stimuler l'investissement intérieur et à attirer des flux significatifs d'investissements étrangers directs, tout en s'intégrant au sein de zones économiques plus larges. Pour améliorer le climat de l'investissement, les gouvernements des PPM entendent renforcer les capacités nationales de conception, de mise en œuvre et de suivi des réformes des politiques d'investissement et améliorer la coordination des politiques et la coopération au sein des pouvoirs publics.

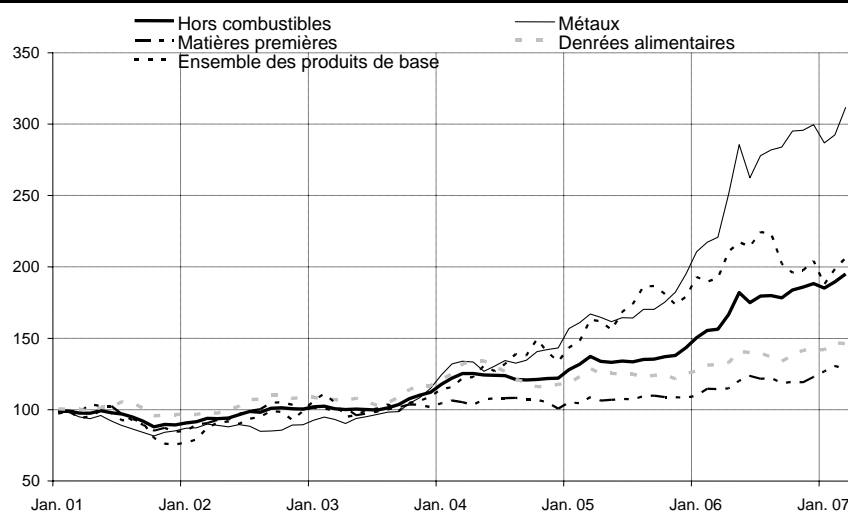
4 Afrique subsaharienne

Les nouvelles d'ordre économique parvenues d'Afrique subsaharienne en 2006 sont globalement bonnes. Bien qu'il ne dépasse que légèrement la moyenne mondiale et qu'il soit loin d'être aussi spectaculaire que le rythme atteint dans d'autres pays en développement, le taux de croissance de 5,7 % enregistré par le sous-continent semble confirmer la tendance amorcée ces dernières années. Sur la période écoulée depuis 1980, les trois dernières années sont les seules où le revenu par habitant a progressé de plus de 3 %. La croissance a été particulièrement vigoureuse dans les pays producteurs de pétrole – notamment en Angola, qui affiche le taux de croissance le plus élevé de l'ensemble des pays partenaires pour 2006, à savoir 15,3 %, mais certains pays non producteurs de pétrole peuvent également de prévaloir de bons résultats, imputables à l'évolution favorable des prix des produits autres que le pétrole et à la nette amélioration de leur endettement extérieur, et favorisés par la faiblesse du dollar. Si l'inflation demeure élevée en comparaison des niveaux enregistrés dans d'autres régions, elle semble marquer le pas (tableau 2).

Le raffermissement général des prix du pétrole et d'autres produits de base, qui s'inscrit dans le contexte d'une croissance mondiale soutenue, a exercé un effet favorable sur les pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources, notamment à travers l'amélioration des termes de l'échange. Cela étant, les performances globalement excellentes des exportateurs de pétrole sont largement imputables à l'Angola et au Nigeria, les deux principales économies de ce groupe. En fait, à l'exception du Cameroun, tous les autres exportateurs de pétrole – Tchad, République du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale et Gabon – ont accusé un recul de leur revenu par habitant en 2006, phénomène qui pourrait s'expliquer en partie par les contraintes de capacité qui ont affecté la production pétrolière dans la plupart de ces pays. Au Tchad et en Côte d'Ivoire, la médiocrité des résultats économiques est aussi étroitement liée aux dissensions politiques. Tous ces facteurs expliquent en partie pourquoi, en 2006, l'ensemble des pays exportateurs de pétrole à l'exception du Cameroun ont vu la croissance de leur PIB marquer le pas par rapport à 2005. Néanmoins, cette situation a renforcé l'effort d'investissement de ces dernières années, effort qui a fait des émules dans la majorité des pays de la région et qui, en définitive, a constitué l'un des principaux moteurs de la croissance en 2006. Cet essor des investissements devrait, selon toute attente, stimuler le niveau de productivité, mais aussi contribuer à renforcer quelque peu la croissance du PIB à moyen terme.

La situation macroéconomique s'est largement améliorée dans le groupe des pays exportateurs de pétrole. L'inflation est restée relativement contenue, et même les 13,3 % d'augmentation annuelle des prix enregistrés par l'Angola doivent être replacés dans le contexte de la désinflation rapide qui s'est opérée dans le pays depuis la fin de la guerre civile en 2002. En outre, malgré la hausse des dépenses publiques, qui s'explique par l'abondance des recettes pétrolières, l'épargne intérieure a augmenté rapidement et les pays exportateurs de pétrole affichent aujourd'hui un ratio épargne/PIB d'environ 40 %. Dans le même ordre d'idée, le niveau des réserves a connu une progression régulière, pour atteindre en 2006 l'équivalent de 7,6 mois de couverture des importations.

Graphique 3 : Indices des prix des produits de base hors combustibles



Source : FMI

S'agissant des pays importateurs nets de pétrole, leurs performances économiques ont bénéficié de la vigueur de la croissance économique mondiale, en particulier au second semestre 2006 lorsque, grâce à la baisse des cours de l'or noir, la facture des importations pétrolières s'est réduite. La croissance économique de ces pays a en fait talonné celle des exportateurs de pétrole, deux d'entre eux se détachant du lot : l'Éthiopie, qui a profité essentiellement de la bonne tenue du prix du café, d'une croissance agricole soutenue et de l'expansion de l'industrie et des services, tous ces facteurs intervenant sur fond de poursuite des réformes, et le Malawi, qui a atteint en août le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et qui bénéficie par ailleurs d'un allègement de dette supplémentaire dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). La forte demande dont ont fait l'objet certains produits de base hors combustibles – notamment les minéraux – a dopé les cours mondiaux (graphique 3) et soutenu l'activité de pays tels que le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud ou la Zambie. Pour les pays exportateurs de produits agricoles, le dynamisme de la demande – conjugué à des récoltes globalement satisfaisantes – a compensé la stagnation ou la baisse de la plupart des cours.

La situation des comptes extérieurs et des finances publiques dans la région est relativement satisfaisante (tableau 2). Si, là encore, ce résultat est principalement à mettre au compte de l'impact du pétrole et des autres produits de base, il n'en demeure pas moins que la plupart des pays ont adopté une politique macroéconomique prudente ces dernières années, en partie pour remplir les conditions permettant de bénéficier de l'Initiative PPTE. Plus généralement, les Initiatives PPTE et IADM ont contribué à réduire le surendettement des pays de la région de façon significative, entraînant une amélioration globale de la situation financière. Ces progrès se reflètent dans la revalorisation progressive des notations souveraines et, simultanément, dans la diminution du risque perçu par les investisseurs à l'égard de cette région. De ce fait, les entrées d'investissements étrangers ont augmenté assez rapidement.

Comme nous le verrons plus en détail dans la deuxième partie du rapport, les dernières années ont été marquées par la montée en puissance de l'Asie – et plus particulièrement de la Chine – dans le rôle de partenaire stratégique de la région. Les liens commerciaux qu'entretient actuellement la Chine avec la région sont symptomatiques de cette évolution. En 2005, l'Afrique subsaharienne a exporté en Chine l'équivalent de 19 milliards d'USD et importé de ce pays l'équivalent de 13 milliards d'USD (FMI, 2007). Bien que ces chiffres soient relativement modestes – la Chine n'a absorbé qu'environ 12,8 % des exportations du sous-continent, dont les principaux partenaires commerciaux restent l'Union européenne et les États-Unis – ils traduisent une accélération rapide par rapport aux montants presque nuls d'il y a à peine 20 ans. Entre 2000 et 2005, les exportations des pays d'Afrique subsaharienne vers la Chine ont progressé de 30 % par an. La Chine est devenue un gros acheteur de produits énergétiques et de matières premières provenant d'Afrique subsaharienne, puisqu'elle absorbe respectivement 16,3 et 25,5 % des exportations de la région dans ces deux catégories.

Tableau 2 : Indicateurs macroéconomiques pour les pays ACP

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance courante (en % du PIB)				Solde budgétaire (en % du PIB)			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Afrique subsaharienneⁱ	6,0	6,0	5,7	6,8	9,5	10,5	11,5	12,7	-0,5	0,7	3,2	-0,2	-2,1	-1,1	-1,3	-2,2
Pays producteurs de pétrole^a	8,2	8,0	7,2	11,2	11,6	12,2	7,5	7,2	3,7	5,6	8,0	2,3	1,0	4,7	6,0	3,5
Afrique orientale^b	7,3	8,0	9,0	7,9	8,2	7,9	9,4	9,6	-1,3	-2,7	-3,7	-4,2	-3,8	-6,5	-9,6	-8,8
Afrique centrale^c	11,6	5,1	3,5	4,8	2,5	9,3	7,6	7,5	1,9	7,0	17,9	7,3	-3,5	-0,1	2,3	0,0
Afrique de l'Ouest^d	4,7	5,8	4,9	6,3	9,7	13,6	7,9	7,6	2,6	3,6	8,8	1,8	0,6	2,8	5,3	3,7
Afrique australe^e	4,9	5,6	5,4	6,9	11,4	10,2	15,0	17,8	-1,8	0,0	1,7	-0,5	-2,6	-1,9	-3,1	-3,7

^a Angola, Cameroun, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Gabon, Mauritanie, Nigeria, Soudan

^b Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Soudan, Tanzanie, Ouganda

^c Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda, São Tomé e Príncipe

^d Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

^e Angola, Botswana, Comores, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Seychelles, Swaziland, Zambie

ⁱ = b + c + d + e

Source : FMI

Bien que les dernières années aient été placées sous le signe du retour à la croissance économique pour la région, les progrès accomplis jusqu'à présent sont limités et les défis à venir demeurent redoutables. La pauvreté reste très répandue, et à vrai dire, seule une minorité de pays est sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. En dépit de la baisse du nombre de conflits militaires ouverts et de l'amélioration de la stabilité politique, les pays de la région continuent de figurer parmi les États les moins stables du monde selon des classements tels que l'Indice des États en faillite (*Failed States Index*) de 2006 publié par le Fonds pour la paix (*Fund for Peace*, une ONG basée à Washington) : six États d'Afrique subsaharienne figurent dans les dix pays qui présentent le plus de risques de conflits internes violents (par ordre décroissant, Soudan, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Tchad et Somalie). En outre, même certains des pays les plus stables sont confrontés à de sérieux problèmes institutionnels et de gouvernance, comme en témoignent les indicateurs de gouvernance établis par la Banque mondiale. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les réformes engagées pour s'attaquer aux blocages économiques et sociaux restent timides, ce qui crée un climat peu propice à l'investissement. Parmi les critères utilisés pour rendre compte de la qualité de l'environnement des affaires prévalant dans un pays, la série des indicateurs *Doing Business* de la Banque mondiale est fréquemment citée. Sur les 175 pays actuellement couverts par ces indicateurs, une majorité écrasante des pays d'Afrique subsaharienne piétine en queue de peloton, et le sous-continent récolte 9 des 10 plus mauvais scores. Malgré tout, certains signes sont prometteurs : l'édition 2007 du rapport attire l'attention sur le mouvement de réforme qui gagne aujourd'hui du terrain dans la région et classe le Ghana et la Tanzanie parmi les dix pays les plus réformateurs.

Cet environnement difficile continue d'assombrir les perspectives à court et moyen terme. D'un autre côté, la plupart des projections tablent sur une croissance mondiale soutenue, ce qui signifie que la région devrait profiter à l'avenir de la bonne tenue des prix des produits de base, conjuguée à un dollar relativement faible. Néanmoins, le manque de diversification économique expose les pays d'Afrique subsaharienne aux caprices des prix du pétrole et des autres produits de base.

5 Économies caribéennes

S'appuyant sur les solides performances des secteurs du BTP et du tourisme, la croissance régionale s'est élevée à 8,3 % de moyenne en 2006 (tableau 3). À Trinidad-et-Tobago, l'économie qui connaît la croissance la plus rapide dans cette région, l'activité a progressé de 12 % en 2006. Ce score s'explique par trois facteurs : les prix élevés de l'énergie, l'accroissement des capacités de production dans l'industrie du traitement du gaz et le boom du BTP, sous l'impulsion des dépenses publiques. La République dominicaine a elle aussi enregistré une croissance soutenue de presque 11 %, tirée par la consommation et l'investissement. En outre, l'organisation de la coupe du monde de cricket a stimulé l'investissement privé et

public dans le secteur du BTP, encouragé par des allègements fiscaux, des aides extérieures et des emprunts publics.

Sur le plan budgétaire, le montant élevé des dépenses de fonctionnement consacrées au secours aux sinistrés, le soutien au développement des infrastructures et les préparatifs accélérés de la coupe du monde de cricket ont alourdi les pressions pesant sur les comptes publics de nombreux pays de la région. Pour contrecarrer cette tendance, les pouvoirs publics ont mis en œuvre plusieurs réformes visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la gestion des finances publiques. Toutefois, ni ces efforts ni la hausse des recettes collectées par l'État ne sont parvenus à réduire de façon significative l'endettement public global, qui reste relativement élevé (plus de 90 % du PIB en 2006). Récemment, les comptes extérieurs d'un grand nombre de pays ont fait les frais de la vigueur des cours pétroliers (même si certains producteurs de gaz naturel et de pétrole tels que Trinidad-et-Tobago ont profité des pics récents) et de l'essoufflement de certains secteurs d'exportation traditionnels. Grâce aux solides performances de Trinidad-et-Tobago, la balance courante de la région a dégagé en 2006 un excédent correspondant à 2,7 % du PIB, soit le plus élevé de ces dernières décennies.

Tableau 3 : Indicateurs macroéconomiques pour les économies caribéennes

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance courante (en % du PIB)				Solde budgétaire (en % du PIB)			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Caraïbes¹	3,5	6,4	8,3	5,5	21,3	6,9	7,7	5,9	1,7	0,4	2,7	2,2	-3,4	-1,6	-2,2	-1,9

¹ Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Suriname, Trinidad-et-Tobago.

Source : FMI

L'accord relatif à la création d'un marché et d'une économie uniques des Caraïbes (MEUC) récemment mis en chantier par la Communauté des Caraïbes est non seulement jugé essentiel au développement de la région, mais il est également considéré comme un moyen efficace de la mettre en meilleure position dans le cadre des négociations commerciales avec l'UE et de mieux faire entendre la voix de ses états membres dans les négociations relatives à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)². Officiellement entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006, le volet « marché unique » du MEUC a été adopté par 12 États (Jamaïque, Barbade, Belize, Guyana, Surinam, Trinidad-et-Tobago, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Nevis et Saint-Vincent-et-Grenadines). Le volet « économie unique » doit entrer en application à la fin de 2008. En l'état actuel, le marché unique regrouperait environ 6 millions d'habitants disposant d'un PIB d'environ 40 milliards d'USD au total (à titre de comparaison, la ZLEA en cours de négociation devrait concerner 800 millions de personnes et totaliser, selon les estimations, un PIB de 11 000 milliards d'USD).

Les perspectives de la région Caraïbes pour 2007 sont plutôt favorables. Malgré tout, la croissance régionale devrait marquer le pas pour s'établir à 5,5 %, reflétant le ralentissement de l'économie américaine et la baisse des prix de certains produits de base. La plupart des pays jouissent d'une situation macroéconomique et politique stable. Les efforts récemment mis en œuvre pour améliorer l'environnement législatif et réglementaire en vue de réduire le blanchiment d'argent et les activités criminelles qui l'accompagnent ont renforcé l'attrait de la région. En dépit de la dimension relativement restreinte du MEUC et malgré l'importance des liens commerciaux dans lesquels ses membres sont engagés par ailleurs, cette initiative devrait avoir un impact sur la croissance bénéfique, quoique limité. La région devra maintenir le cap sur les réformes structurelles, en s'attachant tout particulièrement à diversifier l'économie, à renforcer les facteurs d'efficacité et améliorer la situation socioéconomique.

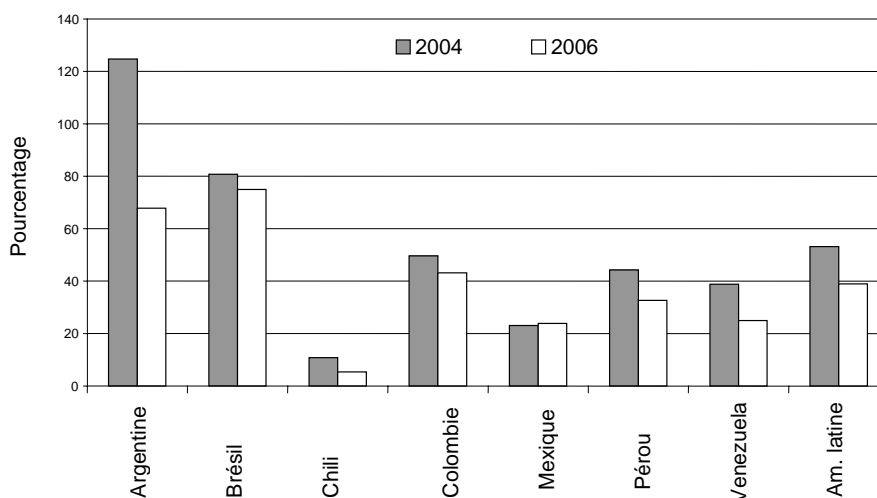
6 Amérique latine

Profitant de la croissance soutenue de l'économie mondiale, du raffermissement de la demande intérieure et de la hausse continue des prix des produits de base, l'Amérique latine a enregistré une croissance vigoureuse de 5,2 % en 2006 (tableau 4). Ce résultat doit beaucoup à l'évolution favorable des économies argentine, mexicaine et brésilienne, et l'essor de la demande intérieure joue un rôle de plus en plus prépondérant pour alimenter la croissance. Ces performances économiques solides, associées à

² Initiative de la CARICOM (Communauté et marché commun des Caraïbes), le MEUC comporte deux volets ; le volet « marché unique » facilite la circulation des biens, des services et des travailleurs qualifiés au sein de la région, tandis que le volet « économie unique », encore en projet, prévoit une monnaie commune, un marché boursier unique et la suppression des autres restrictions afin de créer un espace économique unique et d'unifier les politiques économiques et commerciales des différents pays.

l'abondance persistante de liquidités, ont contribué à faire des actions et obligations de la région des instruments d'investissement offrant un rendement corrigé des risques attrayant. En 2006, les rendements boursiers en dollars se sont échelonnés entre 11,1 % en Argentine et 94,1 % au Pérou.

Graphique 4 : Ratios dette publique sur PIB en Amérique latine



Source : FMI, Banque mondiale

À la suite de la nette amélioration des termes de l'échange – due à la hausse des prix des principaux produits d'exportation de la région (notamment cacao, café, cuivre, pétrole brut, argent, soja, sucre et blé) la balance courante régionale a dégagé un excédent équivalant à 1,6 % du PIB en 2006. Alimentées de surcroît par des apports de capitaux privés massifs, les réserves de change de la région ont atteint 47,7 milliards d'USD. Bien que l'accélération de la croissance de la demande intérieure ait entraîné une hausse des importations, les réserves de change couvraient 4,8 mois d'importations à la fin de 2006. La conjonction d'une croissance dynamique et d'une conjoncture extérieure porteuse a permis à plusieurs pays d'assainir leur situation budgétaire et de ramener l'endettement du secteur public à un niveau plus acceptable. La dette publique des pays de la région représentait en moyenne 39 % du PIB en 2006, contre 53,2 % en 2004 (graphique 4), mais en Argentine et au Brésil, elle reste considérable, puisqu'elle équivaut à 68 et 75 % du PIB respectivement.

Tableau 4 : Indicateurs macroéconomiques pour l'Amérique latine

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance courante (en % du PIB)				Solde budgétaire (en % du PIB)			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Amérique latineⁱ	6,1	4,3	5,2	4,6	6,2	6,2	5,1	5,5	1,0	1,4	1,6	0,4	-1,7	-1,4	-1,6	-1,8
Amérique centrale^k	4,0	4,4	5,8	5,1	7,0	8,1	6,6	5,6	-5,5	-4,8	-4,8	-5,0	-2,9	-2,4	-1,2	-2,0
Pays andins^l	9,1	7,0	7,2	5,6	8,5	6,9	6,5	9,0	3,9	5,2	5,7	2,5	0,8	1,9	1,4	-1,2
Argentine	9,0	9,2	8,5	7,5	4,4	9,6	10,9	10,3	2,1	1,9	2,4	1,2	-3,3	-2,4	-2,1	-2,5
Brésil	5,7	2,9	3,7	4,4	6,6	6,9	4,2	3,5	1,8	1,6	1,3	0,8	-2,4	-3,0	-3,0	-2,0
Mexique	4,2	2,8	4,8	3,4	4,7	4,0	3,6	3,9	-1,0	-0,6	-0,2	-1,0	-1,9	-1,5	-1,9	-1,9

ⁱ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

^k Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

^l Chili, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela

Source : FMI

La rigueur budgétaire et le raffermissement des monnaies nationales ont aidé les banques centrales de la plupart des pays de la région à juguler la hausse des prix au moyen d'une politique de ciblage de l'inflation. En 2006, l'inflation annuelle s'est élevée à 5,1 % en moyenne. Seule l'Argentine a enregistré un taux d'inflation à deux chiffres, imputable à la poussée de la demande intérieure.

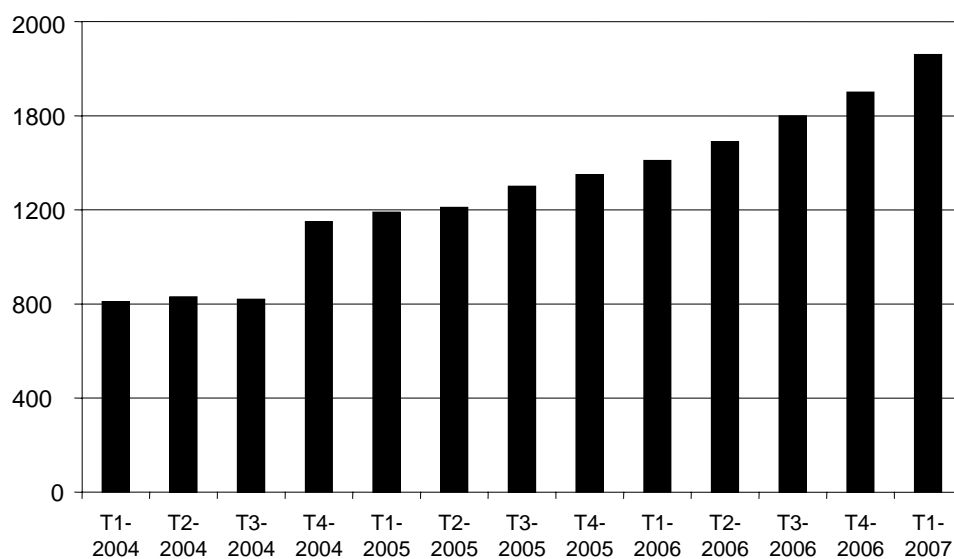
Les sept élections présidentielles qui ont eu lieu en 2006 n'ont entraîné aucun changement majeur de la politique macroéconomique à l'échelle de la région, les responsables politiques étant désormais convaincus que la croissance et les progrès sociaux reposent sur la stabilité macroéconomique et l'accès aux capitaux intérieurs et étrangers. Cependant, en élisant à leur tête des candidats de centre-gauche, l'Équateur et le Nicaragua ont rejoint les rangs des pays – Argentine, Venezuela et Bolivie – qui se sont prononcés pour un renforcement du rôle de l'État dans l'économie. Le Brésil, en revanche, a dans l'ensemble poursuivi une politique libérale malgré certaines ambivalences de son président concernant des sujets politiquement sensibles. La région ne doit pas laisser passer l'occasion que lui offre la bonne conjoncture mondiale pour faire avancer les réformes indispensables pour que la croissance s'installe durablement. Jusqu'à présent, elle a accompli peu de progrès sur la voie du renforcement des institutions et de la consolidation des droits de propriété, qui passent par des réformes de la gouvernance. Les perspectives macroéconomiques de la région pour 2007 ne sont pas aussi favorables que l'an dernier, à la fois à cause de facteurs extérieurs et, pour certains pays, en raison d'un essoufflement de l'économie (Argentine) ou même d'un retournement de tendance (Venezuela). Sur fond de ralentissement de la croissance américaine et de dégrèvements des prix mondiaux des produits de base, la croissance du continent latino-américain devrait adopter un rythme plus modéré, les projections tablant sur un taux de 4,6 %.

7 Asie

La vivacité de la croissance des exportations et l'afflux spectaculaire de capitaux privés ont soutenu la croissance et renforcé la balance des paiements des pays asiatiques. Loin de faiblir en 2006, la croissance a atteint un nouveau sommet à 8,5 %, emmenée par la Chine et l'Inde qui ont enregistré des taux de croissance respectifs de 10,7 et 9,2 % (tableau 5). La croissance rapide de la Chine continue d'être tirée par l'investissement, tandis qu'en Inde, l'expansion économique a été alimentée en partie par la demande intérieure. La vigueur de la croissance, la libéralisation financière et les perspectives favorables prévalant sur les principaux marchés émergents asiatiques sont autant de facteurs qui expliquent l'essor des entrées nettes de capitaux privés : en 2006, celles-ci se sont élevées à 225 milliards d'USD, soit quatre fois plus qu'en 2002.

Dopées par la forte croissance des exportations et l'essor des flux de capitaux privés, les réserves de change des principaux marchés émergents d'Asie ont bondi à 1 900 milliards d'USD en mars 2007 (graphique 5). Bien que la Chine se taille la part du lion, avec des réserves d'une valeur de 1 200 milliards d'USD, d'autres pays ont atteint des niveaux record. Cette accumulation de réserves trouve son origine dans l'expansion extrêmement rapide des exportations (27 % pour la Chine en 2006), qui a valu à la balance courante régionale de dégager un excédent de 5,3 % du PIB (9,1 % du PIB pour la Chine seule), et dans le fait que les marchés émergents d'Asie attirent une part croissante des flux financiers mondiaux. De plus, la solidité des paramètres fondamentaux de l'économie, la hausse des revenus des résidents et l'ampleur des investissements étrangers ont eu des répercussions bénéfiques sur les marchés boursiers de l'ensemble de la région en 2006. L'indice de Morgan Stanley Capital International pour les marchés émergents d'Asie a atteint un niveau record en avril 2007 (17 % d'augmentation sur les 12 derniers mois), surpassant les 14 % de hausse obtenus par les pays du G-7. Cela étant, les places boursières asiatiques ont traversé deux courtes périodes d'instabilité qui ont perturbé les marchés d'actions mondiaux au milieu de 2006 et au début de 2007.

Graphique 5 : Réserves de change officielles des pays en développement d'Asie*



* en milliards d'USD

Source : FMI

La persistance des tensions à la hausse qui s'exercent sur les monnaies de la région ont conduit les banques centrales à essayer de limiter les pertes de compétitivité tout en maîtrisant l'impact des excédents de plus en plus massifs des balances des paiements sur les liquidités internes. La Chine a limité l'appréciation de son taux de change depuis l'abandon du régime d'indexation sur le dollar et l'adoption d'un régime de flottage contrôlé. D'après certaines estimations, une appréciation de 10 % du yuan ren-min-bi pourrait provoquer la suppression de 3,5 millions d'emplois en Chine, ce qui affaiblirait un peu plus le marché du travail, qui souffre déjà d'un large excédent de l'offre. La banque centrale de Malaisie a emboîté le pas à la Chine et laissé la monnaie nationale s'apprécier, tandis que la banque centrale de Thaïlande a pris une série de mesures visant à contenir les flux de capitaux privés, en réponse à l'inquiétude manifestée par les pouvoirs publics devant l'appréciation continue du taux de change vers la fin de 2006. Le raffermissement du taux de change est un phénomène relativement nouveau aux Philippines. Les mesures de correction rééquilibrage budgétaire et l'ampleur de l'excédent de la balance courante ont contribué à rétablir la confiance des investisseurs. En outre, l'appréciation du taux de change offre un moyen utile de combattre l'inflation.

Tableau 5 : Indicateurs macroéconomiques pour les pays en développement d'Asie

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance courante (en % du PIB)				Solde budgétaire (en % du PIB)			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Asie^m	8,0	8,2	8,5	8,0	3,9	3,4	3,6	3,4	3,4	4,4	5,3	5,6	-1,7	-1,5	-1,0	-1,2
ASEAN 4ⁿ	5,9	5,2	5,4	5,5	4,3	7,1	8,3	4,4	3,3	2,1	4,8	4,2	-1,5	-0,6	-0,3	-0,7
NPI^o	5,9	4,8	5,4	4,6	2,4	2,2	1,7	2,1	6,6	5,6	5,6	5,3	1,2	1,7	1,9	1,6
Chine	10,1	10,4	10,7	10,0	3,9	1,8	1,5	2,2	3,6	7,2	9,1	10,0	-1,5	-1,3	-0,7	-1,0
Inde	7,8	9,2	9,2	8,4	3,8	4,2	6,1	6,2	0,1	-0,9	-2,2	-2,4	-7,7	-7,3	-6,4	-5,8

^m Bangladesh, Brunei, Chine, Inde, Indonésie, Corée, Laos, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Vietnam, Yémen

ⁿ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande

^o Nouveaux pays industrialisés d'Asie : Hong Kong, Corée du Sud, Singapour, Taïwan

Source : FMI

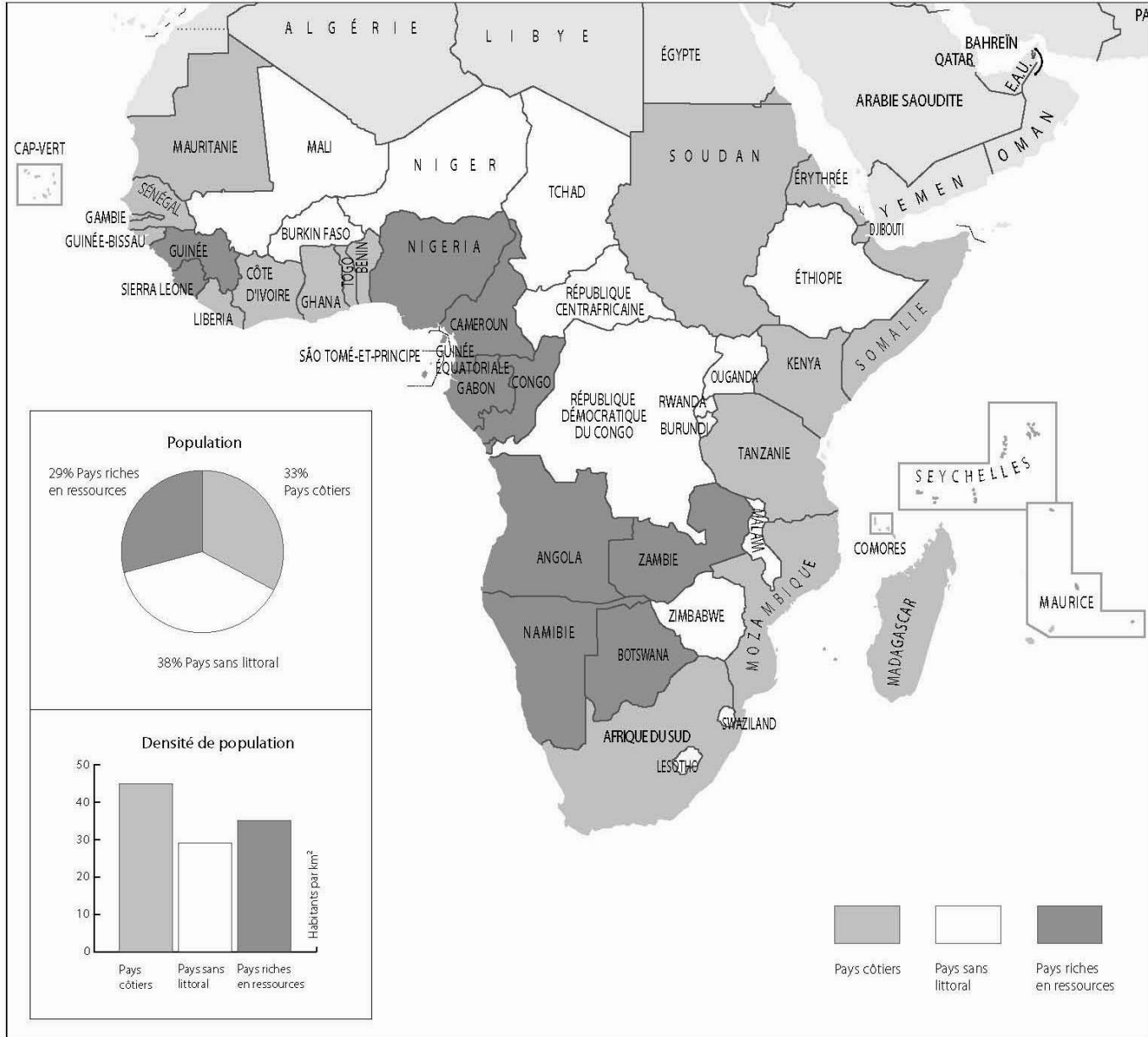
En Inde et en Chine, la vigueur de la croissance et les craintes exprimées par le gouvernement en ce qui concerne l'inflation ont conduit les banques centrales à resserrer un peu plus la politique monétaire en 2007. En revanche, l'Indonésie, qui affiche un taux d'inflation en recul, une croissance modérée et des comptes extérieurs solides, met en œuvre une politique d'assouplissement monétaire depuis mai 2006. Bien que la banque centrale de Thaïlande ait mis fin au cycle de resserrement monétaire en juin 2006, elle n'a commencé à assouplir sa politique qu'au début de 2007 pour ménager une période d'ajustement par la demande.

En 2007, la croissance devrait ralentir pour renouer avec les niveaux de 2004-2005, sous l'effet du resserrement efficace de la politique monétaire en Chine et en Inde, du raffermissement de la demande intérieure dans les autres pays émergents d'Asie et d'un tassement de la demande étrangère. Cette projection s'appuie sur l'hypothèse d'un ralentissement de la croissance aux États-Unis, partiellement compensé par une croissance soutenue en Europe et la confirmation de la reprise récente au Japon. Pour maintenir l'élan de la croissance, les gouvernements devront faire avancer les réformes et rendre leurs économies plus souples et réactives face à l'évolution de la situation. L'accélération de la réforme et de la libéralisation du secteur financier – indispensables pour développer les marchés de capitaux nationaux, actuellement à la traîne – devra être un objectif prioritaire.

DEUXIÈME PARTIE

OPTIONS POUR L'AIDE EN AFRIQUE

Géographie humaine de l'Afrique subsaharienne



1 Introduction

Dans les années 90, l'Afrique subsaharienne a traversé sa deuxième décennie consécutive de stagnation. Le revenu par habitant a diminué et la pauvreté s'est aggravée dans la majorité des pays. Certains ont vu leur production économique décliner en valeur absolue, et aucun pays africain n'est parvenu à décoller suffisamment pour stimuler véritablement le développement de ses voisins. Contre toute attente, cette période de déclin s'est prolongée, et rien n'a pu l'enrayer : ni les allègements de dette sans précédent accordés à la région, ni le maintien de flux d'aide élevés, ni encore l'évolution relativement favorable de l'environnement commercial extérieur. Bien que certains pays aient enregistré une croissance positive au cours des dernières années, de nombreux autres continuent à s'enfoncer.

Ces performances médiocres ont amené de nombreux commentateurs à remettre en question les modalités de l'aide, et même à se demander si celle-ci avait eu le moindre impact bénéfique. Ces questions ont été amplement débattues, et de nombreuses études ont tenté de répondre à ces interrogations essentielles concernant l'aide, la réforme et la croissance : pourquoi l'Afrique subsaharienne a-t-elle été distancée ? Y a-t-il eu des problèmes directement liés à l'aide ? Quelles sont les options envisageables pour améliorer la fourniture de l'aide et soutenir le développement économique ? Ce débat se déroule alors que de nouvelles études empiriques tentent de s'appuyer sur la géographie humaine, l'impact de l'aide, les interactions entre la pauvreté, les inégalités et la croissance et le rôle des institutions pour expliquer l'évolution de la croissance en Afrique.

C'est plus particulièrement contre le « Consensus de Washington » que des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées ; celui-ci a dicté le programme d'action des Institutions de Bretton Woods pendant deux décennies, or il lui a été reproché de préconiser une démarche trop systématique fondée sur un catalogue exhaustif de réformes, d'où un éparpillement de l'aide, incapable de cibler les besoins spécifiques des bénéficiaires. Dans cette partie du rapport, l'aide est passée au crible selon la méthodologie dite du « diagnostic de croissance », qui s'emploie à cerner les principaux obstacles à la croissance. Dans la pratique, rien ne vaut une analyse détaillée au cas par cas. Cependant, les différences géographiques entre pays et les grands indicateurs macroéconomiques donnent une première indication des obstacles à surmonter. Cette partie est organisée comme suit : la section 2 décrit les tendances de fond de l'évolution de la croissance de l'Afrique et récapitule les résultats de certaines études empiriques récentes ; la section 3 est consacrée aux dimensions géographiques et institutionnelles des obstacles à la croissance ; la section 4 rend compte du débat autour de la politique d'aide à l'Afrique dans les années 90, tandis que la section 5 examine les options envisageables pour l'avenir. Les implications pour la BEI sont traitées dans la section 6, et la section 7 résume les principales conclusions.

2 L'Afrique est à la traîne

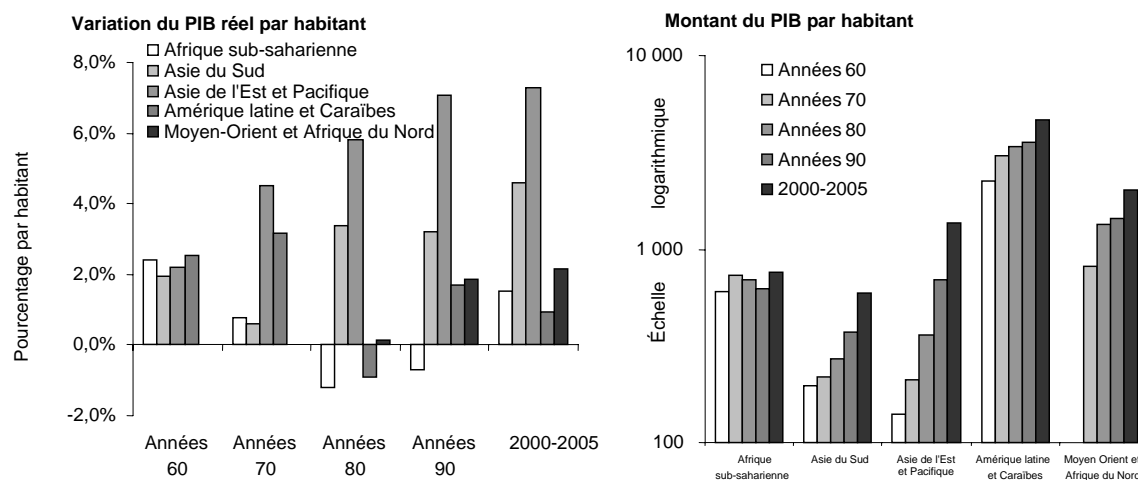
Aucune région du monde n'a connu un déclin du PIB par habitant aussi durable et aussi profond que celui subi par l'Afrique subsaharienne durant les années 80 et 90. Si l'on se réfère à l'évolution sur 10 ans, l'Amérique latine est la seule autre région à avoir enregistré un recul comparable (voir le graphique 6). Cependant, pour l'Afrique, le déclin a duré plus longtemps et a creusé les écarts de revenus avec les autres pays en développement, en particulier les économies dynamiques d'Asie. La reprise observée sur le continent africain depuis quelques années est en partie à porter au crédit d'une conjoncture extérieure favorable, caractérisée par le prix élevé des produits de base et l'expansion des échanges commerciaux. Cette évolution est une chance à saisir pour un certain nombre de pays, mais en valeur absolue, l'écart reste béant. Alors que, depuis les années 60, le PIB par habitant a triplé en Asie du Sud et a été multiplié par neuf en Asie de l'Est et dans le Pacifique, il est resté pratiquement inchangé en Afrique. Dans le classement des pays selon la croissance par habitant enregistrée entre 1960 et 2001, on trouve 15 pays africains parmi les 20 derniers, et deux seulement parmi les 20 premiers³.

En Afrique, le déclin du PIB par habitant s'est accompagné d'une aggravation de la pauvreté. Tandis qu'à l'échelle mondiale, la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour est tombée de 28 % à 21 % entre le début et la fin des années 90, en Afrique subsaharienne, elle a grimpé à 45 %. Cette hausse est inquiétante non seulement en raison de ses implications directes pour le bien-être de la population, mais aussi parce que la pauvreté et les inégalités inhibent la croissance économique. Les inégalités peuvent contribuer à stimuler l'épargne (dans la mesure où les riches sont moins enclins à dépenser), mais elles attisent le ressentiment et les tensions sociales, qui engendrent des obstacles à la réforme. Elles se traduisent par un niveau d'investissement insuffisant chez les pauvres et encouragent le maintien de

³ *World Development Indicators*, Banque mondiale, 2005.

politiques médiocres et la protection des rentes. Partant de ce constat, les institutions en charge de l'aide et les gouvernements ont adopté le concept de *croissance favorable aux pauvres*, reconnaissant qu'une croissance économique soutenue est une condition nécessaire pour faire reculer la pauvreté.

Graphique 6 : Évolution du PIB par habitant selon les régions



Source : Banque mondiale (PIB en USD constants de 2000)

Les modèles empiriques de la croissance économique ne fournissent pas d'explication entièrement convaincante des piètres performances de l'Afrique subsaharienne. Les modèles qui utilisent les apports de capital et de main-d'œuvre comme déterminants de la production globale font apparaître des corrélations étroites entre la croissance et l'accumulation de capital, et parviennent à expliquer la moitié environ de la croissance du PIB⁴. Cependant, l'autre moitié reste inexpliquée, et elle est attribuée à la croissance de la productivité totale des facteurs⁵. Les modèles montrent que cette croissance est presque systématiquement moins élevée que dans la zone OCDE, et qu'elle est, dans bien des cas, négative⁶. Pourtant, compte tenu des faibles niveaux de productivité absolus des pays africains, le potentiel de rattrapage est important. Dans de nombreux cas, la productivité totale des facteurs a diminué à mesure que les apports de capital augmentaient. Ce constat soulève des doutes quant à l'efficacité des investissements. Les modèles de régression ont tenté d'affiner l'explication de la croissance économique en incluant, parmi les variables explicatives, l'aide, les caractéristiques géographiques et les structures institutionnelles, autant de facteurs qui sont examinés dans les sections suivantes.

3 Géographie physique et humaine

En comparaison des autres régions, l'Afrique subsaharienne est relativement peu peuplée et dispose de ressources naturelles abondantes. Les populations y sont extrêmement diverses sur le plan ethnique et linguistique. Bien que le sous-continent soit découpé en un grand nombre de pays relativement peu peuplés, la géographie humaine est telle que les populations nationales recouvrent une multitude de groupes ethniques et linguistiques. Compte tenu de la masse continentale de l'Afrique et du nombre de pays qu'elle abrite, il va de soi que beaucoup d'entre eux sont coupés du littoral. En outre, une population trop peu nombreuse ne permet guère aux institutions de se développer et de fonctionner correctement. En règle générale, les petits pays ne disposent pas de médias spécialisés dans la finance ni d'autres canaux d'information susceptibles de servir de contre-pouvoirs, ce qui est important au regard de la diversité ethnique. De même, ils n'ont pas les moyens d'entretenir des armées permanentes pour assurer leur sécurité intérieure.

⁴ Easterly et Levine, « Tropics Germs and Crops », *Journal of Monetary Economics* 50 (1), 3-39, 2003.

⁵ Dans un modèle de régression où le PIB est une fonction des apports de capital et de main-d'œuvre, la productivité totale des facteurs est définie comme le résidu, c'est-à-dire la part de la variation du PIB qui n'est pas expliquée par les variations du capital et de la main-d'œuvre. Il s'agit de la variable de substitution la plus fréquemment employée pour mesurer l'accroissement de la productivité dans l'économie.

⁶ Bosworth et Collins, « Economic growth, Accumulation vs. Assimilation », *Brookings Papers*, 2, 1996.

En raison de leur grande diversité, il est intéressant de dresser une typologie des pays de la région en croisant deux critères : les dotations en ressources naturelles et l'existence d'un accès au littoral (voir carte)⁷. En toute logique, on obtient ainsi quatre catégories : pays côtiers riches en ressources, pays sans littoral riches en ressources, pays côtiers pauvres en ressources et pays sans littoral pauvres en ressources. Toutefois, pour les pays riches en ressources (définis comme les pays où la rente tirée des matières premières représente plus de 10 % du PIB), l'accès aux marchés est rarement un problème déterminant. Le transport est une composante intrinsèque de la valorisation des ressources, de sorte que l'accès au littoral n'est pas une préoccupation essentielle.

Par conséquent, dans l'analyse qui suit, tous les pays riches en ressources sont regroupés en une seule catégorie. Les pays sans littoral pauvres en ressources naturelles abritent environ un tiers de la population subsaharienne. Dans d'autres régions du monde, ces territoires isolés appartiennent généralement à des États plus vastes dont ils forment l'arrière-pays, mais en Afrique, ils ont le statut d'États indépendants. Ces pays sont pénalisés par des coûts de transport élevés et un accès restreint aux marchés, qui limitent leurs capacités commerciales. Les problèmes qui découlent de cet isolement géographique ne concernent pas uniquement les pays sans littoral mais touchent également les régions intérieures des pays côtiers dépourvus de réseaux de transport appropriés.

Les pays riches en ressources sont confrontés à un ensemble de problèmes spécifiques. L'abondance de ressources naturelles ne leur a pas permis de surmonter les obstacles à la croissance. Bien au contraire, partout en Afrique hormis au Botswana, il s'avère que les ressources naturelles, loin de constituer une aubaine, sont une malédiction⁸. À quelques exceptions près, les nombreuses données recueillies dans le monde depuis les années 60 montrent que les pays dotés de ressources naturelles ont une croissance plus lente que ceux qui en sont dépourvus⁹. Ils se caractérisent de surcroît par une répartition plus inégale des revenus, un taux de pauvreté plus élevé, davantage de corruption, des régimes plus autoritaires, des dépenses militaires plus importantes et une plus grande exposition au risque de conflit armé. Cet état de fait ne résulte pas simplement de la courbe en dents de scie du prix des ressources naturelles, ou encore du syndrome hollandais – phénomène dans lequel l'appréciation du taux de change provoque une réorientation des ressources vers les secteurs moins dynamiques produisant des biens non échangeables. Les dommages causés par l'exploitation des ressources naturelles aux structures économiques sont plus graves. L'ampleur et la concentration des rentes économiques incitent à délaisser les activités entrepreneuriales et productives au profit de comportements de recherche de rente, ce qui ouvre la porte au gaspillage et fausse les décisions d'investissement.

Les pays côtiers dépourvus de ressources naturelles forment le groupe le plus performant en Asie et en Amérique latine. Les pays côtiers d'Asie doivent leur réussite à la relocalisation internationale des industries manufacturières (notamment les industries textiles) qui s'est opérée dans les années 80, motivée par la recherche de faibles coûts de main-d'œuvre. Sur les différents sites où elles se sont implantées, ces industries ont induit un phénomène d'agglomération dans lequel la disponibilité de la main-d'œuvre, les infrastructures d'exportation et l'environnement des affaires ont exercé une attraction sur les entreprises et industries du même secteur. En Afrique, cet effet boule de neige ne s'est jamais véritablement produit, sauf à Maurice.

Le graphique 7 représente la croissance économique de ces trois catégories de pays. Le groupe des pays sans littoral ressort comme étant le moins performant : le PIB par habitant a décliné tout au long de la période, à l'exception des années 60, et le revenu moyen par habitant a baissé de quelque 35 % entre 1960 et 2005. En moyenne, les pays côtiers sont ceux qui affichent le revenu par habitant le plus élevé. Cependant, ils sont également les plus tributaires des échanges et ont subi une récession rapide dans les années 80. Les pays riches en ressources ont enregistré le taux de croissance le plus rapide et se prévalaient en 2005 d'un revenu par habitant supérieur de 48 % à celui de 1960. Ils ont bénéficié des hausses des prix du pétrole et des produits de base intervenues dans les années 70 puis après 2000. Néanmoins, en 2005, le PIB par habitant des pays riches en ressources représentait moins de la moitié de celui des économies côtières.

Ces écarts de performances entre les trois groupes constituent un facteur d'explication important du déficit de croissance du continent africain par rapport aux autres régions. En Afrique, la population est répartie à

⁷ Collier, « Africa : Geography and Growth », Centre for the Study of African Economics, Oxford, 2006.

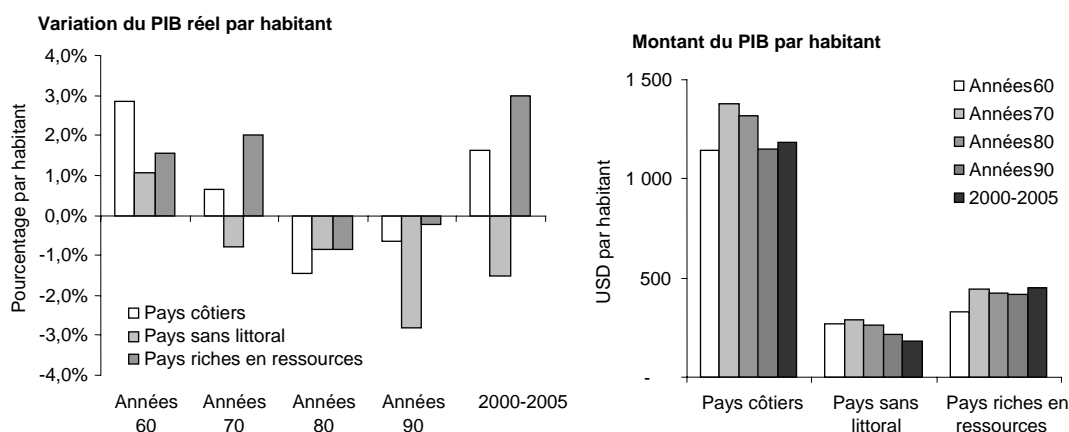
⁸ À l'époque coloniale, le Botswana n'était pas considéré comme un pays riche en ressources. Ses traditions pastorales sont restées intactes. Elles incluent notamment une participation politique étendue des chefs et des propriétaires de troupeaux. Ces traditions ont permis l'existence de contre-pouvoirs et fourni une base saine pour la gestion de la rente diamantaire.

⁹ « Natural Resources – When Blessings become Curses », *Economic Growth in the 1990s*, Banque mondiale, 2005.

parts égales entre les trois catégories de pays, tandis que dans le reste du monde en développement, 1 % de la population vit dans des pays sans littoral, 88 % dans des pays côtiers et 11 % dans des pays riches en ressources. En moyenne, les pays sans littoral et les pays riches en ressources d'Afrique n'ont pas fait moins bien que leurs homologues asiatiques¹⁰.

Toutefois, comme ils abritent une part plus importante de la population, ils ont pesé plus lourdement sur les performances du continent africain. Outre l'impact de la géographie humaine, l'Afrique a connu un nombre relativement élevé d'épisodes de crise des structures étatiques, tels que des pertes de contrôle de la sécurité intérieure dégénérant en conflits violents. L'impact conjugué de la géographie humaine et de ces épisodes de dysfonctionnement explique la majeure partie des écarts de croissance observés entre l'Afrique et les autres régions entre 1960 et 1990. Cependant, il n'explique pas les résultats relativement médiocres enregistrés par l'Afrique subsaharienne au-delà de cette période. Il semblerait donc qu'un facteur nouveau soit apparu après 1990, au détriment des économies côtières pauvres en ressources. L'explication réside peut-être dans l'intensification de la concurrence des économies dynamiques d'Asie sur les marchés d'exportation. Cela étant, la croissance asiatique a également stimulé la demande de ressources naturelles et contribué à alimenter les flux d'investissements étrangers en Afrique (voir encadré).

Graphique 7 : La croissance dans les pays côtiers, les pays sans littoral et les pays riches en ressources



Source : Banque mondiale, *World development indicators* (PIB en USD constants de 2000)

¹⁰ Collier, « Growth in Africa: Opportunities, Syndromes and Episodes », African Policy Institutes Forum, 2004.

Encadré : Le rôle de la Chine en Afrique

Le gouvernement chinois a rendu public en janvier 2006 un « Document sur la politique africaine de la Chine » dans lequel il annonce qu'il s'est donné pour objectif de promouvoir le développement régulier des relations sino-africaines. Cet encadré récapitule les données récentes sur les échanges commerciaux et les flux de capitaux entre la Chine et l'Afrique et décrit les principaux enjeux du débat sur la politique à mener.

L'engagement de la Chine en Afrique subsaharienne (ASS) s'est intensifié ces dernières années à travers la signature d'accords commerciaux et financiers bilatéraux, l'aide, la formation et les échanges culturels. Les échanges sino-africains ont été estimés à 50 milliards d'USD en 2006, soit plus du double du montant atteint en 2004 (tableau A). La Chine absorbe environ 10 % des exportations de marchandises de l'Afrique subsaharienne, d'où elle importe essentiellement des produits énergétiques et les minerais de métaux. Elle est la première source d'importations de l'Afrique subsaharienne, qui lui achète différents produits manufacturés tels que des machines, des produits industriels légers, des vêtements et des chaussures. L'Afrique du Sud, le Nigeria et le Bénin, entre autres, ont enregistré une augmentation considérable de leurs importations de textiles chinois. Dans certains pays, les entreprises textiles locales sont mises en difficulté par le renforcement de la concurrence chinoise. Les échanges de services sont plus restreints que les échanges de marchandises, mais les exportations de services du continent africain ont elles aussi fortement augmenté, notamment dans le secteur du tourisme. La vigueur de la croissance et de la demande chinoises a généré des profits inattendus, en particulier pour de nombreux pays riches en ressources d'Afrique subsaharienne.

Tableau A : Les échanges entre la Chine et l'ASS en 2004*

	Importations de l'ASS en provenance de Chine	Exportations de l'ASS vers la Chine
Milliards d'USD	13	20
Part du total	8,4 %	10 %
Croissance annuelle moyenne, en %	28 % (2003-2004)	48 % (1999-2004)
Principal partenaire commercial	Afrique du Sud, 3,8 milliards	Angola, 6,6 milliards
Principaux produits, en % du total	Coton et tissus 8,5 %	Pétrole et gaz 62 %

*Sources : H. Broadman, "Africa's Silk Road: China and India's new economic frontier"

En 2004, les IED chinois en Afrique subsaharienne ont bondi de plus de 300 % pour atteindre 275 millions d'USD (tableau B). Si les IED et les prêts bancaires se concentrent dans une poignée de pays riches en ressources (tels l'Angola et le Nigeria), les investissements chinois ne se limitent pas au secteur de l'extraction de matières premières, loin s'en faut. La principale banque de développement, Export-Import Bank of China (ExIm), finance essentiellement des projets d'infrastructure. On constate par ailleurs que les entrepreneurs chinois développent les réseaux commerciaux locaux et investissent dans les industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre en faisant appel à des technologies particulièrement adaptées aux conditions locales et à des compétences qui fonctionnent mieux dans les environnements d'affaires difficiles que celles des occidentaux. Cependant, devant la pénurie aiguë de compétences, les entreprises chinoises font souvent appel à des compatriotes pour mettre en œuvre les projets, ce qui pourrait freiner le développement des marchés de main-d'œuvre locaux et le transfert de compétences.

Tableau B : Relations financières entre la Chine et l'ASS*

	Milliards d'USD
Total de l'aide chinoise à l'Afrique (2002)	1,8
Flux d'IED chinois en ASS (2004)	0,3
1ère destination des IED en ASS (2004) : Soudan	0,2
Prêts d'ExIm Bank en ASS (milieu de 2006)	12,5

*Sources : Ibid ; AFD (2007) « La Chine moteur du développement » ; Center for Global Development « China ExIm Bank and Africa: new lending and challenges » (2006)

En l'absence de données cohérentes et fiables, il est difficile de mesurer l'ampleur des différentes formes d'aide étrangère de la Chine, ainsi que leur efficacité et leur impact. Néanmoins, il a été reproché à la politique d'aide de la Chine de soutenir des gouvernements africains aux bilans peu reluisants en matière de droits de la personne et de pratiques politiques (Zimbabwe ou Soudan) et de pécher par un trop faible degré de concessionnalité et de conditionnalité, notamment en ce qui concerne la gouvernance. Par exemple, ExIm Bank n'a pas signé les principes d'Équateur et le gouvernement n'a pas souscrit à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Compte tenu du rôle qu'elle joue dans le secteur des ressources naturelles, l'aide chinoise pourrait être responsable d'une part des problèmes associés aux rentes de ressources. On a également reproché à la Chine d'amalgamer objectifs commerciaux et objectifs de développement, par exemple en conditionnant l'octroi d'une aide à la conclusion de contrats. Cependant, ceux qui voient d'un bon œil l'engagement de la Chine estiment qu'en contrepartie de ces défauts, l'aide chinoise est plus efficace, la démarche adoptée est plus commerciale et la Chine est disposée à assumer les risques. L'utilisation du continent africain comme tremplin vers les marchés de l'OCDE pourrait stimuler le développement du secteur manufacturier. De plus, le gouvernement chinois a accordé aux pays africains des allègements de dette significatifs (avec l'annulation, depuis 2000, de remboursements de prêts à hauteur d'environ 2 milliards d'USD), même s'il n'est pas certain que ces mesures incitent les bénéficiaires à améliorer leurs politiques. La Chine fournit également des formations et des conseils, notamment sur les questions sanitaires et médicales et dans le domaine de l'agriculture, qui a été quelque peu négligé par les donateurs occidentaux.

Les répercussions de l'engagement de la Chine en Afrique sont difficiles à prévoir dans la mesure où le pays est lui-même en phase de transition économique et politique – ce qui signifie qu'il pourrait à l'avenir modifier son approche à l'égard de l'Afrique, des échanges, du développement et de la finance. L'Afrique va-t-elle tirer parti de la volonté de la Chine d'investir pour des raisons opportunistes ? Cela dépendra des interactions entre les interventions chinoises et les obstacles à la croissance décrits dans ce document, et en particulier de l'impact produit sur les cadres d'action des pays africains.

4 Interrogations concernant l'aide et critique du programme de réforme

L'Afrique subsaharienne n'est pas parvenue à enrayer le déclin du PIB par habitant et l'aggravation de la pauvreté alors même que l'aide s'intensifiait ; ce constat a suscité un vaste débat sur l'impact de l'aide et l'efficacité du programme de réforme qui l'a accompagnée. Nombre d'études empiriques se sont intéressées à la question de l'impact de l'aide sur la croissance économique¹¹. Cette relation est controversée et difficile à quantifier car le terme d'aide recouvre un large éventail d'interventions qui s'appliquent à des situations diverses et complexes. L'aide étant, dans une certaine mesure, fongible, elle permet de libérer des ressources que le gouvernement peut ensuite utiliser à sa guise. En conséquence, elle est plus souvent associée à une augmentation des dépenses de consommation qu'à une hausse de l'investissement¹². On pourrait également s'attendre à ce que l'impact de l'aide sur la croissance dépende du cadre d'action dans le pays bénéficiaire. Cependant, l'affirmation selon laquelle l'aide encouragerait la croissance lorsque le cadre d'action est adéquat¹³ ne résiste pas aux tests statistiques¹⁴. Certaines formes d'aide, celles portant sur l'éducation ou la santé par exemple, opèrent à beaucoup plus longue échéance que la stabilisation macroéconomique ou le financement de projets. Les données disponibles semblent corroborer l'idée selon laquelle l'aide « à impact rapide » a un effet bénéfique tangible sur la croissance¹⁵. Cette inversion de la

¹¹ Dalgaard *et al*, « On the Empirics of Foreign Aid and Growth », *Economic Journal*, juin 2004.

¹² Boone, « Politics and the Effectiveness of Foreign Aid », *European Economic Review*, 40(2), pages 298 à 329.

¹³ Burnside et Dollar, « Aid Policies and Growth », *American Economic Review*, septembre 2000.

¹⁴ Easterly, Levine et Roodman, « New Data, New Doubts: Revisiting "Aid, Policies, and Growth" » - *Working Paper* 26, Centre for Global Development, 2003.

¹⁵ Clements, Radelet et Bhavnani « Counting Chickens when they Hatch: The Short-Term Effect of Aid on Growth » - *Working Paper* n° 44, Center for Global Development, 2004.

relation de cause à effet laisse planer un doute : est-ce l'aide en elle-même ou la situation du pays bénéficiaire qui a conduit à une croissance plus vigoureuse¹⁶ ?

En résumé, les études empiriques ne parviennent pas à démontrer de façon convaincante que, tout bien considéré, l'aide a servi la croissance économique. Easterly affirme que l'Afrique ne serait pas en plus mauvaise posture aujourd'hui si elle n'avait pas reçu d'aide¹⁷. La littérature fournit néanmoins quelques éclairages utiles sur les situations où l'aide a été efficace, contribuant, ce faisant, au recentrage de la politique d'aide. Par exemple, la notion de conditionnalité a évolué et de nouveaux liens ont été établis entre l'aide et l'action des pouvoirs publics et entre l'aide et les résultats de cette action. Qui plus est, la possibilité d'utiliser l'aide pour s'attaquer aux obstacles spécifiques à la croissance ouvre la voie à la mise en œuvre d'instruments nettement plus efficaces que les simples transferts financiers tels que les recettes tirées des ressources naturelles. Collier affirme que « l'aide n'est pas le pétrole », au sens où il existe une différence considérable entre les recettes tirées des ressources naturelles et les flux d'aide¹⁸ : tandis que les premières sont des rentes souveraines sur lesquelles l'État a tout pouvoir, les seconds sont affectés à des usages spécifiques – assistance technique, projets, soutien budgétaire conditionnel et allègement de dette. Les rentes tirées des ressources naturelles ont stimulé la croissance à court terme mais, sur la quasi-totalité du continent, elles n'ont pas imprimé de dynamique de développement durable.

À l'inverse, l'aide a une finalité, ce qui lui permet de se concentrer sur des objectifs spécifiques en rapport avec la croissance. Les recommandations relatives aux réformes – considérées comme une composante essentielle de la gestion de l'aide par les institutions de Bretton Woods – ont également fait l'objet d'un examen critique attentif. Le programme de réforme connu sous le nom de « Consensus de Washington » se proposait d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources¹⁹ à travers des mesures de stabilisation macroéconomique, de libéralisation des échanges et du secteur financier, de privatisation, de déréglementation et de renforcement des institutions. La réduction du rôle de l'État, qui passait par un désengagement des entreprises publiques et par la déréglementation, était jugée essentielle pour limiter les possibilités de recherche de rente et permettre aux marchés de fonctionner plus efficacement et de manière plus transparente. La mission qui revenait aux institutions du secteur public était de rendre les processus décisionnels plus démocratiques grâce à la décentralisation et au renforcement des obligations comptables.

Loin de se limiter à un groupe particulier de pays, ce programme de réformes a été conçu comme un instrument de développement économique universel. Par exemple, il appliquait les mêmes principes fondamentaux aux économies en transition d'Europe orientale et aux pays d'Afrique subsaharienne. Ses résultats ont été décevants dans les deux cas²⁰, déclenchant un feu nourri de critiques à l'égard d'une approche jugée trop systématique. Le champ des réformes était trop vaste et devait être adapté à la situation spécifique de chaque pays. Par ailleurs, au sein du programme de réforme, les critères de définition des priorités étaient flous, et l'on tendait à privilégier ce qui était politiquement réalisable. En définitive, cette démarche n'a pas permis de définir un programme de réformes équilibré, ni même d'essayer d'éliminer les principaux obstacles à la croissance.

5 Nouvelles options pour la politique d'aide

Les nouvelles options décrites ci-dessous ont été formulées en réponse aux interrogations exprimées à l'égard de l'aide et aux critiques adressées au programme de réforme. Elles reflètent les points de vue et idées les plus en pointe du débat théorique et ne font pas encore l'unanimité comme fondement pour élaborer une politique d'aide – même si elles ont été débattues au sein du cercle des donateurs, qui les juge dans une large mesure valables. Il s'agit de s'efforcer de rendre la politique d'aide plus pertinente en s'appuyant sur les diagnostics de croissance établis pour des pays ou des groupes de pays spécifiques. Élaborée par Rodrik et d'autres chercheurs, la méthodologie du diagnostic de croissance se présente sous la forme d'une arborescence de questions, dont le graphique 8 donne une illustration²¹. Au premier niveau de l'arbre de décision, l'objectif est de déterminer si le principal obstacle à la croissance est le manque d'épargne ou le faible rendement des investissements. Si la deuxième réponse est retenue, l'étape suivante consistera à se demander si la modicité des retours sur investissements est due à un manque de possibilités d'investissements socialement rentables ou à une « appropriabilité » faible²². Chaque niveau de

¹⁶ Rajan et Subramanian, « Aid and Growth: What Does the Cross-Country Evidence Really Show? », *Working Paper* 05/127, FMI, 1er juin 2005.

¹⁷ Easterly, *The White Man's Burden*, Oxford University Press, 2006.

¹⁸ Collier, « Is Aid Oil? An Analysis of Whether Africa can Absorb more Aid », *World Development*, volume 34, n 9, 2006.

¹⁹ Rodrik, « Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion? A Review of the World Bank's Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform », *Journal of Economic Literature*, Déc. 2006.

²⁰ *Economic Growth in the 1990s, Learning from a Decade of Reform*, ch. 2, Banque mondiale

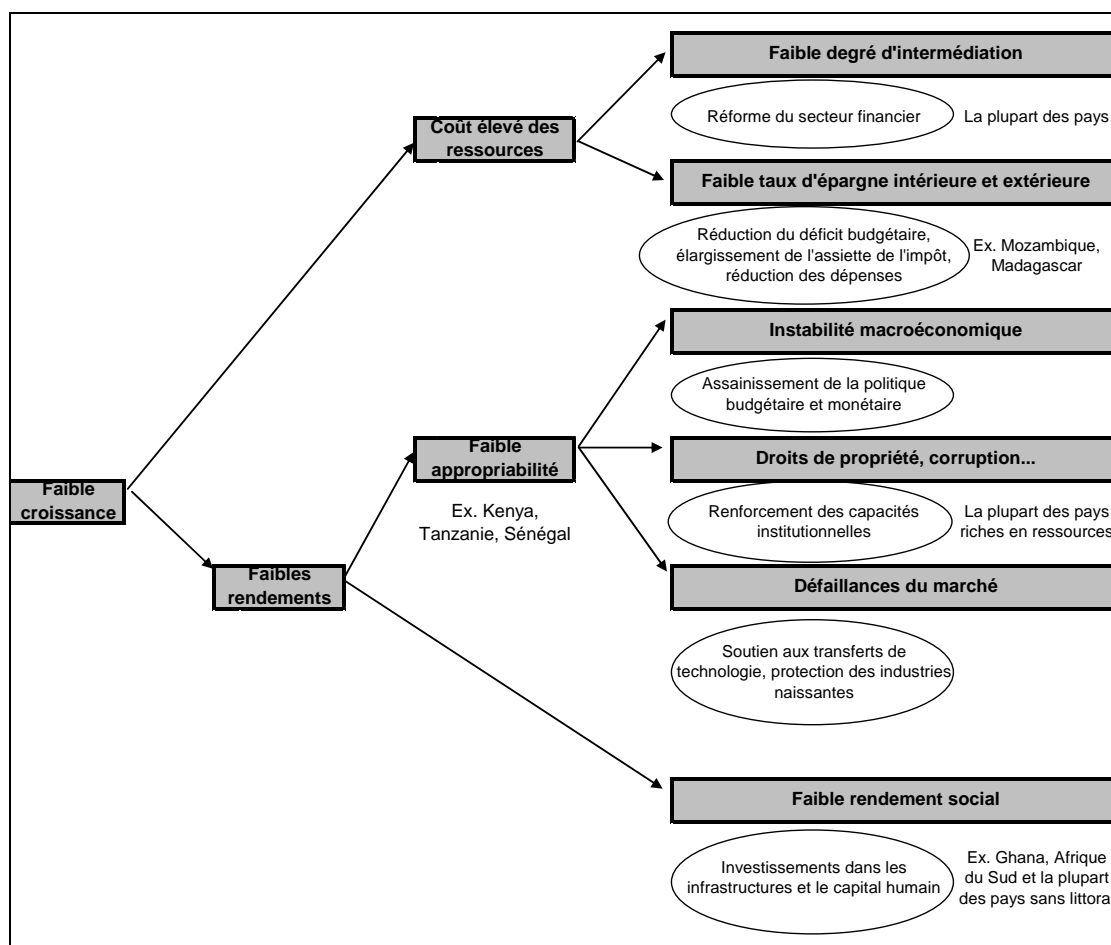
²¹ Hausmann, Rodrik et Velasco, « Growth Diagnostics », JFK School of Government, Université de Harvard, 2004

²² L'appropriabilité désigne la possibilité pour l'investisseur de prendre légalement possession du produit de son investissement.

l'arborescence introduit un degré de détail supplémentaire dans l'identification de la cause sous-jacente de l'obstacle à la croissance. La nature des mesures à mettre en œuvre est ensuite déterminée en fonction du diagnostic établi : mesures d'encouragement à l'épargne si le manque de financements limite l'activité économique, mesures visant à améliorer la productivité si les possibilités d'investissements socialement rentables sont insuffisantes, et mesures de correction des déficiences institutionnelles lorsqu'il existe des projets viables mais que la corruption, l'instabilité, etc. découragent les investisseurs. L'analyse qui suit applique la méthodologie du diagnostic de croissance à la typologie de Collier, qui répartit les pays d'Afrique subsaharienne entre pays sans littoral, pays riches en ressources et pays côtiers.

Dans les *pays sans littoral*, le problème fondamental est le manque de possibilités d'investissements, et le rendement social des investissements est généralement bas. Les causes sous-jacentes de ce problème ne sont pas les mêmes dans tous les pays et peuvent tenir à un ou plusieurs facteurs : médiocrité des infrastructures physiques, manque de capital humain et accès restreint aux technologies appropriées. Ce diagnostic laisse à penser que l'aide doit se concentrer sur un ensemble de secteurs et de mesures : routes et autres infrastructures de communication, libéralisation du transport aérien, télécommunications, éducation, santé, et transfert de technologies. Il conviendrait d'apporter une attention particulière à la bonne marche de ces investissements, en mettant l'accent sur l'entretien des infrastructures existantes, le soutien aux institutions partenaires, les incitations au secteur privé et la non-répétition des erreurs du passé. La stratégie qui consiste pour un pays sans littoral à orienter son économie de manière à pouvoir profiter de la croissance des pays côtiers voisins a porté ses fruits dans d'autres régions. Toutefois, elle est plus problématique dans le contexte africain en raison du manque de voisins dynamiques. L'objectif ultime de l'amélioration des infrastructures et des communications dans les pays sans littoral est de leur permettre d'acquérir les caractéristiques qui, précisément, rendent les économies côtières plus attrayantes pour les investisseurs.

Graphique 8 : Diagnostic de croissance



Dans les *pays riches en ressources*, le principal défi consiste à inverser les effets nuisibles des rentes tirées des ressources. En général, ces pays n'ont pas de problèmes d'accès au financement et présentent de nombreuses possibilités d'investissements socialement avantageux. Cependant, ce potentiel de rendement social ne se concrétise pas par des projets viables en raison des dysfonctionnements du marché et de l'incapacité des pouvoirs publics à faire respecter les droits de propriété et assurer un environnement macroéconomique stable. Un grand nombre de ces problèmes sont dus à la médiocrité des institutions et à la restriction de la circulation des informations, qui empêchent l'existence de contre-pouvoirs efficaces, pourtant nécessaires dans les environnements pluriethniques. À cet égard, l'expérience montre que les régimes démocratiques reposant sur une prise de décisions décentralisée sont généralement les plus performants. Dans le cas précis de ces pays, l'intérêt de la démocratie est davantage lié à la nécessité d'établir des contre-pouvoirs qu'à la compétition électorale en elle-même. La mission essentielle des donateurs consiste dès lors à soutenir les mesures de lutte contre la corruption et les réformes institutionnelles.

Les *économies côtières* sont celles qui présentent le potentiel de croissance le plus élevé, mais peut-être aussi qui posent le plus de difficultés pour la politique d'aide au développement. Ces pays n'ont pas profité de la croissance des échanges mondiaux, car les entreprises exportatrices ont préféré s'implanter en Asie plutôt qu'en Afrique. Le niveau de salaire inférieur dont bénéficie l'Afrique n'a pas suffi pour compenser les handicaps prêtés à l'environnement des affaires et les fortes primes de risque dont les financements sont assortis. En l'absence de mesures spécifiques, le continent africain finira peut-être par devenir compétitif sur les marchés à mesure que les salaires asiatiques augmenteront, mais cette éventualité est très aléatoire et pourrait demander beaucoup de temps. Ces pays forment un groupe hétérogène ; ils réclament donc des stratégies de croissance qui pourront être très différentes. On trouvera dans la seconde partie du rapport une analyse de la situation de sept des principales économies côtières africaines²³.

Dans le cas de Madagascar et du Mozambique, il semble que l'épargne soit le principal obstacle à la croissance, les deux pays affichant une dette extérieure, des déficits courants et des taux d'intérêt élevés par rapport au reste de l'échantillon. La pénurie d'épargne appelle la mise en œuvre d'une stratégie de correction du déficit budgétaire. Cette stratégie aurait pour effet direct d'accroître l'épargne intérieure et pourrait, en parallèle, atténuer le déficit d'épargne étrangère en restaurant la confiance. En théorie, la compression des dépenses devrait favoriser la réduction du gaspillage. Cependant, des mesures apparemment défavorables à la croissance, telles qu'une hausse des impôts, sont également envisageables puisque, si le diagnostic est juste, le blocage ne vient pas du poids de la fiscalité.

Parmi les pays côtiers où le rendement des investissements est faible, le Ghana et l'Afrique du Sud présentent des indices de corruption et de qualité de l'environnement des affaires (« *ease-of-doing-business* ») relativement satisfaisants. Cela signifie que le principal obstacle ne réside pas, pour ces pays, dans le faible degré d'appropriabilité mais dans la médiocrité du rendement social des investissements. Dans leur cas, une stratégie de croissance qui mette l'accent sur l'amélioration de la productivité en s'attaquant aux principales faiblesses des infrastructures matérielles ou du capital humain semble indiquée.

S'agissant du Kenya, de la Tanzanie et du Sénégal, les indicateurs macroéconomiques font état d'un taux d'inflation relativement élevé et fluctuant et de déficits budgétaires importants. Ces risques macroéconomiques réduisent la rentabilité que les investisseurs étrangers peuvent attendre des investissements, car ils renforcent l'instabilité du taux de change et le risque de non-convertibilité. Ces symptômes, qui dénotent un problème d'appropriabilité, invitent à adopter une stratégie de correction des risques macroéconomiques et des dysfonctionnements du marché associés à la corruption et au non-respect des droits de propriété, plusieurs options pouvant être envisagées pour y parvenir.

La solution consistant à adapter la stratégie de croissance à la situation particulière de chaque pays à partir d'un diagnostic approfondi des obstacles ne serait assurément pas inutile et contribuerait probablement à améliorer les perspectives de croissance. Cependant, dans la mesure où elle table foncièrement sur une amélioration par petites étapes, cette solution, même si elle porte ses fruits, n'amènera peut-être pas un surcroît de croissance suffisant pour faire reculer sensiblement la pauvreté. De plus, lorsqu'un pays est confronté à plusieurs obstacles qui se renforcent mutuellement, une politique plus globale peut se révéler nécessaire. Les deux options décrites ci-dessous ne sont encore que des pistes très théoriques, et c'est à ce titre qu'elles sont présentées, dans le but d'alimenter le débat.

²³ Afrique du Sud, Kenya, Tanzanie, Ghana, Mozambique, Sénégal et Madagascar (Maurice, qui a enregistré une croissance élevée, n'a pas été retenue dans l'échantillon).

La première option consiste à frapper un grand coup (théorie du « *big push* ») en augmentant massivement les flux d'aide et en les accompagnant d'un ensemble de mesures qui permette aux pays d'exploiter les économies d'échelle. Une simple amplification de l'effort déjà fourni a peu de chances d'aboutir en raison du rendement décroissant de l'aide. La capacité d'absorption de l'aide est limitée, et il est difficile d'envisager une augmentation sensible du volume de projets sans compromettre la qualité. En fait, cette stratégie d'effort massif concentrerait l'aide économique sur les quelques pays qui ont le plus de chances de faire décoller véritablement leur croissance (cette concentration géographique ne s'appliquerait évidemment pas à l'aide humanitaire et alimentaire, qui continuerait d'être allouée en fonction des besoins). On s'attaquerait aux différents obstacles qui freinent la croissance de ces pays, en leur donnant la possibilité d'exploiter les économies d'échelle et de gamme. Les investissements effectués dans un secteur donné génèreraient des externalités positives dans les autres secteurs (par exemple, l'amélioration des infrastructures routières amplifierait les effets bénéfiques de la réforme de la réglementation commerciale) et, par voie de conséquence, la capacité des pays à absorber un volume d'aide accru augmenterait. En cas de succès, la croissance de ces pays pourrait se propager aux pays voisins et stimuler le niveau d'activité dans la région toute entière. Cette stratégie présente néanmoins quelques inconvénients manifestes : elle nécessite une coordination entre les donateurs, qui n'ont pas forcément la même conception de l'aide ; la concentration de l'effort d'aide sur un petit nombre de pays accroît les risques ; enfin, c'est une décision politiquement difficile que de déterminer quels pays feront de bons candidats – et quels autres devront attendre les effets de retombée.

La seconde option, proposée par Collier, consiste à protéger temporairement les exportations africaines sur les marchés de l'OCDE de la concurrence asiatique. Une partie des obstacles qui ont empêché la relocalisation des industries d'exportation en Afrique dans les années 80 ont disparu – l'apartheid en Afrique du Sud, la guerre dans les pays lusophones, les expériences socialistes au Ghana et à Madagascar, etc. – même si les conflits récents montrent combien les progrès restent fragiles. Cependant, maintenant que ces industries sont établies en Asie, il est difficile pour le continent africain de se faire une place sur des marchés devenus extrêmement concurrentiels. Selon ce raisonnement, la solution qui s'impose est d'accorder aux exportateurs africains un accès préférentiel aux marchés de l'OCDE dans le cadre d'une démarche concertée. Cette option ne va toutefois pas sans présenter quelques difficultés majeures : il faudrait parvenir à un accord politique entre les pays concernés, qui sont relativement nombreux, et cette solution pourrait avoir des implications sur le plan des réglementations de l'OMC. Il n'en demeure pas moins qu'un accès préférentiel aux marchés aurait pour effet de compléter et d'encourager les réformes en Afrique, et qu'il pourrait donner le coup d'envoi à un processus de transformation des secteurs d'exportation africains, à l'image de ce qui s'est produit en Asie.

6 Résumé et conclusions

Les contre-performances accumulées par les pays d'Afrique subsaharienne au moment même où les flux d'aide augmentaient ont suscité un vaste débat sur l'aide et la réforme. Les données empiriques mesurant l'impact de l'aide sur la croissance ne sont pas concluantes, et certains auteurs affirment même que l'Afrique ne serait pas en plus mauvaise posture si elle n'avait pas été aidée. En outre, les programmes de réforme des politiques préconisés par les principaux organismes d'aide ont été critiqués pour leur démarche trop systématique, qui n'a fixé aucun critère précis pour définir les priorités et n'a pas réussi à s'attaquer aux principaux obstacles à la croissance. Ces critiques ont conduit à l'élaboration de nouveaux moyens d'action visant à adapter les réformes aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires et à s'attaquer plus directement aux obstacles à la croissance.

La stratégie consistant à s'attaquer au principal obstacle à la croissance est beaucoup moins ambitieuse que le programme de réforme exhaustif et systématique poursuivi par le passé. Elle a pour objectif d'améliorer la croissance par paliers successifs en plaçant l'économie sur les bons rails, ce qui peut impliquer d'avancer par étapes relativement modestes. Cette stratégie, qui comporte des risques faibles, permettrait d'éviter certains des écueils potentiels inhérents aux réformes plus fondamentales. Ses implications sont les suivantes :

Dans les pays sans littoral, l'obstacle qui paralyse la croissance est le manque de possibilités d'investissements. Il faut donc concentrer l'aide sur la construction d'infrastructures – routes, centrales électriques et réseaux de télécommunications notamment – et sur l'amélioration du capital humain, afin d'accroître la productivité. L'objectif ultime est de faire en sorte que les pays sans littoral ressemblent davantage aux pays côtiers.

Pour les pays riches en ressources, le problème clé réside dans les carences des institutions. Pour y remédier, il convient d'axer la stratégie sur l'assistance technique afin de soutenir le renforcement institutionnel pour obtenir un changement de cap – ce qui n'est possible que lorsque les pays bénéficiaires affichent une ferme détermination. L'objectif est que ces économies fassent un meilleur usage des recettes qu'ils tirent des ressources naturelles – en d'autres termes, de rapprocher les caractéristiques de la manne pétrolière de celles de l'aide.

L'inconvénient de cette démarche par étapes est qu'il faudra peut-être beaucoup de temps pour accomplir des progrès significatifs sur la voie de la réduction de la pauvreté, et qu'il est peu probable que ces progrès suffisent à combler le fossé qui s'est creusé entre l'Afrique et le reste du monde.

Le problème est particulièrement aigu pour les pays côtiers pauvres en ressources. Ces économies sont sans doute celles qui présentent le potentiel de croissance le plus élevé, et elles pourraient de surcroît avoir un effet stimulant sur les pays voisins. Elles sont néanmoins confrontées à des obstacles multiples et n'ont pas su attirer les industries manufacturières, qui leur ont préféré les pays d'Asie. Se contenter d'amplifier les flux d'aide existants risque de ne pas suffire, compte tenu du rendement décroissant de l'aide. C'est pourquoi deux autres options plus controversées ont été soumises au débat. La première consiste à consentir un effort d'aide massif dans les pays qui ont le plus de chances de se faire une place sur les marchés mondiaux. Cette stratégie, qui suppose une augmentation significative de l'aide, est ambitieuse et n'a encore jamais été expérimentée. En dépit des nombreuses difficultés que devrait soulever sa mise en œuvre, elle pourrait générer d'importantes retombées favorables et mérite à ce titre que l'on s'y arrête. La deuxième option consiste à accorder aux pays un accès préférentiel aux marchés de l'OCDE. Il s'agirait en l'occurrence de s'appuyer sur les accords de préférence commerciale existants pour fournir à l'Afrique une protection temporaire qui compenserait les économies d'agglomération dont bénéficient les pays asiatiques.